

Al-Qaeda strikes in Damascus

SYRIA PRESS REVIEW #14

December 24 & 25, 2011

The international media have given wide coverage to the double attack in Damascus (44 dead, 166 injured). These articles are often redundant; only a few have been included in the attached press review.

The use of suicide bombers for this type of operation is traditionally interpreted as the signature of Al Qaeda. However, the Syrian National Council and regional pro-US leaders accused the Assad government of perpetrating these attacks against its own security services.

The international press, which considers the CNS in general and the Muslim Brotherhood in particular (Syrian Observatory Human Rights) as the only reliable sources, relayed this version without verifying it.

According to the case, the editorialists aim to:

- primarily negate the deployment in Syria of "Al-Qaeda in Libya" elements;*
 - or to further aggravate the charges against President al-Assad before the International Criminal Court;*
 - or, finally, to underscore that the Assad administration can no longer guarantee the security of its citizens.*
-
- While French web sites are widely disseminating our information and analysis, Edith Bouvier of *Le Figaro*, on one hand, confirms Daniel Iriarte's *ABC* report - that Libyans have indeed joined the Free Syrian Army - but, on the other hand, seeks both to underestimate their role and to obscure their responsibilities. Accordingly, Abel Hakim Belhaj, historic leader of Al-Qaeda (of which he was third in command) is described as an "ex-jihadist."
 - Canadian newspapers focus on the remarks by Foreign Minister John Baird, announcing new sanctions against Syria. No media points out that *Cham Press TV* is on the list of the 81 targeted entities and personalities. The West, which pretends to be the custodian of freedom of expression, is bent on censoring the media of its opponents: *Al-Manar* in the aftermath of the war between Israel and Lebanon, Libyan TV during the Libyan war and Syrian private channel *Ad-Dounia* immediately following the outbreak of events.
 - *Reuters* points out that the Russian oil company Tatneft is forced to cease its activities in Syria because of international sanctions.

Le Monde (France)

L'étrange pedigree du chef de la mission arabe en Syrie

La Ligue arabe n'a pas peur des paradoxes. A la tête de sa mission d'observation chargée d'enquêter sur les exactions commises par les forces de sécurité du régime de Bachar Al-Assad, arrivée jeudi 22 décembre à Damas, elle a nommé... un professionnel de la sécurité, le général soudanais Mohammed Al-Dabi, un vétéran du renseignement.

Mieux : ce sexagénaire, homme de confiance du président soudanais Omar Al-Bachir, qui est censé mettre un terme aux arrestations et aux tueries d'opposants syriens a lui-même été impliqué dans la guerre civile entre le Nord et le Sud du Soudan ainsi que dans le conflit au Darfour, qui vaut à M. Bachir, accusé de « génocide », un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI).

« Plutôt que de diriger une équipe chargée d'enquêter sur des allégations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en Syrie, le général devrait faire l'objet d'une enquête de la CPI pour des crimes similaires au Soudan », écrit l'ONG Enough Project, spécialisée dans la défense des droits de l'homme en Afrique.

Interrogé sur l'improbable pedigree du chef de la mission, le porte-parole du département d'Etat américain Mark Toner a reconnu « le bilan dérangeant de l'armée et des renseignements soudanais », avant d'affirmer qu'il ne disposait pas d'informations particulières concernant M. Dabi.

De fait, son nom ne fait pas partie de ceux régulièrement cités en relation avec les atrocités perpétrées par le régime soudanais au Darfour. A ce titre, il ne fait l'objet d'aucune poursuite devant la CPI. Pour autant, le général Al-Dabi, promu chef du renseignement

militaire après le coup d'Etat de M. Bachir en 1989, a rempli de nombreuses missions en lien avec cette région. Dans son ouvrage de référence sur l'histoire du Darfour (*Darfur's Sorrow*, Cambridge University Press, 2007), l'universitaire américain M. W. Daly explique comment ce haut gradé a contribué à réprimer la rébellion de l'ethnie Masalit, dans l'ouest du Darfour.

La milice personnelle qu'il mit sur pied à cet effet, composée exclusivement d'Arabes, est considérée comme l'un des précurseurs des *janjawids*, ces bandes armées esclavagistes qui ont semé la terreur au Darfour. « Des milliers de Masalit ont été tués et des dizaines de milliers ont été forcés de fuir », écrit M. W. Daly.

Interrogé sur ce choix pour le moins maladroit, qui renforce l'opposition syrienne dans l'idée que la mission d'observation ne servira qu'à faire gagner du temps à Damas, un diplomate arabe relativise la controverse.

« L'idée était d'avoir un chef de mission originaire d'un pays qui ne soit pas limitrophe de la Syrie et qui n'entretienne pas de contentieux avec le régime Assad », dit-il.

Quant aux marges de manœuvres de la mission, mises en doute par l'opposition, il tempère les critiques. « L'important, c'est d'être sur le terrain, même si l'on n'en voit que 60 %. Si le régime syrien veut mettre des bâtons dans les roues de la mission, il le fera, quelle que soit la nature de son mandat. » Arrivés en exploration à Damas, les observateurs devraient être à pied d'œuvre à la fin de l'année. ■

BENJAMIN BARTHE
AVEC JEAN-PHILIPPE RÉMY
(A JOHANNESBURG)

Le Figaro (France)

Le terrorisme s'immisce dans le conflit syrien

GEORGES MALBRUNOT

DEUX voitures piégées à bord desquelles avaient pris place des kamikazes ont explosé à quelques minutes d'intervalle hier à 10 h 15, frappant la Direction de la sécurité générale, le plus important service civil, et un bâtiment de la Sécurité militaire à Kfar Soussé, un quartier de la banlieue de Damas pourtant très sécurisé. « Deux détonations très puissantes que j'ai entendues alors que j'étais loin », raconte un diplomate occidental, joint au téléphone. Le bilan de ces attentats, les premiers du genre en Syrie depuis de nombreuses années, est lourd : 44 tués, civils ou militaires, et quelque 166 blessés.

Ils ont eu lieu au lendemain de l'arrivée d'experts de la Ligue arabe, qui va envoyer lundi une cinquantaine d'observateurs pour tenter de sortir de la crise entre le régime et la rue, qui a fait 6 000 morts en neuf mois. Le pouvoir a aussitôt accusé al-Qaïda. Le département d'État américain a condamné le double attentat, affirmant qu'il ne devait « pas empêcher » les observateurs arabes d'accomplir leur mission.

Depuis le début de la révolte contre Bachar el-Assad, Damas dénonce « des gangs armés » et « des groupes islamistes ». Sans accuser ouvertement les services de renseignements d'avoir procédé à une manipulation, Omar Idleb, membre du Conseil national qui regroupe les principales formations de l'opposition, trouve ces explosions « très mystérieuses dans un quartier qu'il est extrêmement difficile de pénétrer en voiture ».

« Je ne crois pas à une manipulation », estime, de son côté, le diplomate occidental, qui insiste sur « le changement

dans la nature de l'affrontement » que ces attentats pourraient impliquer. Selon lui, « la masse des indécis a désormais des raisons objectives d'avoir peur d'un scénario à l'irakienne ».

Entrée en jeu d'al-Qaïda ?

Cet accès de violence pourrait marquer l'entrée en scène d'al-Qaïda dans le conflit syrien. Des signaux avant-coureurs avaient été émis, le 22 octobre, lorsque sa branche levantine – les Brigades Abdallah Azzam – publièrent un commu-

niqué appelant à attaquer les forces de sécurité qui mènent la répression contre les manifestants. Pour les spécialistes, ce communiqué, passé largement inaperçu, signifiait que la mouvance terroriste cherchait désormais à profiter de la violence, notamment confessionnelle, pour passer à l'action, après

s'être discrètement implantée dans certaines régions de Syrie.

Outre des combattants libyens, la présence de djihadistes dans un camp d'Arzal, à la frontière syro-libanaise, est évoquée par des sources sécuritaires. Dans son communiqué, al-Qaïda appelait également les soldats à rejoindre « le djihad » contre un pouvoir que l'organisation n'a jamais considéré comme allié, même si leurs intérêts ont pu converger, notamment après l'invasion américaine de l'Irak en 2003, lorsque Damas laissa transiter des milliers de djihadistes désireux d'aller combattre les soldats américains à Bagdad. Ces dernières années, les services syriens ont joué un double jeu, fermant les yeux sur ces passages, tout en arrêtant et livrant certains djihadistes aux services de sécurité occidentaux. Hier, Damas a pu avoir été victime de ses anciens relais, à moins qu'il les ait, une fois encore, utilisés avec machiavélisme. ■

44
tués

et 166 blessés : c'est
le bilan des attentats
d'hier à Damas

Des Libyens épaulent les insurgés syriens

Notre envoyée spéciale s'est infiltrée en Syrie avec trois émissaires de Tripoli.

EDITH BOUVIER
ENVOYÉE SPÉCIALE À DAMAS ET AL QUAÏRA

PROCHE-ORIENT Les trois hommes sont discrets. Leurs grands sacs à dos, apparentement, ne transportent que des appareils photo et des vêtements. « Nous sommes obligés de dire que nous sommes Tunisiens, que nous travaillons pour une association humanitaire. Si jamais on se faisait arrêter, ce serait une victoire pour les autorités syriennes, mais ce serait l'horreur pour nous, Libyens. »

Adem Kikil est un proche d'Abdelhakim Bedoui, l'ancien djihadiste devenu gouverneur militaire de Tripoli. Il sort une paire de jumelles de son étui et scrute au loin les chars de l'armée du régime. Petit, brun, le regard déterminé, Adem porte un anglais parfait, multicolore d'accent du nord de l'Angleterre. « J'ai fui la Libye dans les années 1990, pour échapper à la folie de Kadhafi et à

« La victoire est encore possible, la Ligue arabe nous a abandonnés, mais la Libye est là ! »

ses violences, raconte-t-il. Je me suis réfugié en Angleterre, à Manchester, j'y ai fondé une famille. Mais quand la guerre a démarré en Libye, je suis rentré. Il fallait que je sois aux côtés des rebelles. Comme il faut que je sois aux côtés des Syriens aujourd'hui pour les aider, partager nos expériences et continuer la lutte. »

À ses côtés, Fouad, qui semble être un grand du corps, reste silencieux. Les yeux baissés, il recite des versets du Coran et plonge son regard vers les vallées en face de nous. Le chauffeur les montre du doigt : « C'est la Syrie, à quelques centaines de mètres d'ici. » Le silence se

fait dans le camion qui fait passer notre petit groupe en territoire syrien.

De l'autre côté de la frontière, l'air est chaud. Tous se précipitent pour serrer la main des combattants libyens. Une réunion s'improvise dans le salon d'un des membres de l'Armée libyenne. En pénétrant dans la pièce, tous se déclencherent, déposant leurs armes sur la tapis, avant de s'asseoir autour du poêle. Quelques kalachnikovs, plusieurs revolvers 9 mm et des grenades. « C'est tout ce que vous avez ? Il ne faut pas s'organiser », lance Adem. Il vous fait bien plus. Nous sommes en train de mettre en place des collectes d'armes en Libye. Une fois que ce sera fait, nous devrions trouver un moyen de les acheminer jusqu'ici. Votre combat ne fera pas long feu sans aussi peu de munitions. »

Téléphones satellite

Plus d'une cinquantaine d'hommes sont rassemblés, des officiers et des soldats, tous mélangés, tous silencieux. Abdel Meddi al-Harati, qui commandait la Brigade de Tripoli lors de la prise de la capitale libyenne, débouche son gilet à rayures, attrape une kalachnikov et reprend. « Il faut que vous compreniez bien que pour nous aussi la révolution n'est pas facile. Au départ, il a fallu voler des armes aux forces de Kadhafi. L'armée nous semblait tellement puissante. » L'homme se baisse et fouille dans son sac à dos. Il en sort plusieurs étuis de talkie-walkie, des téléphones satellitaires Thuraya, ainsi que trois paires de jumelles. « Allah Akbar », s'écrie un combattant syrien.

« Maintenant que la Libye est à nos côtés, nous allons pouvoir nous battre. Nous ne sommes plus seuls. Shehabs ! (= les jeunes », comme se désignent tous les combattants), redonnez la liste, la victoire est encore possible, la Ligue arabe nous a abandonnés, mais la Libye est là ! »



Un membre de l'Armée syrienne libre, le 15 décembre, en observation au-dessus de la vallée d'An al-Badali, dans la province d'Idlib, près de la frontière avec la Turquie. D'anciens combattants libyens sont venus apporter conseils et matériel. (22/11/2011) AFP

Les hommes prient, tous ensemble. Syriens et Libyens, têtes bassées, inclinant les mêmes visages, partageant les mêmes peurs. « Quand le jour est venu de faire tomber Tripoli, j'ai réalisé l'importance du chemin parcouru depuis les premières batailles dans l'Est libyen. Bientôt, nous aussi, nous marcherons sur Damas, affirme Abdel Meddi. Il faut davantage de cohésion entre les différents bataillons de combattants, que vous connaissez mieux. Ce n'est que notre première expé-

Photos souvenirs

Adem entreprend d'expliquer le fonctionnement d'une paire de jumelles à côté d'un soldat. Le manuel d'utilisation des talkies-walkies est en chinois et en anglais, mais pas en arabe. Les hommes tiennent en l'air des déshiffres quelques instants. « Il faut que vous pensiez à chan-

ger vos fréquentes très régulièrement. En fait, il vous faut devant vous un miroir, que l'armée du régime. Vous n'êtes pas la uniquement pour protéger la population, vous êtes aussi là pour faire la guerre. »

Tous ont le regard décidé, convaincu. C'est le moment des photos souvenirs : les Libyens sont la depuis presque une semaine, il leur faut rentrer en Turquie. Les Syriens attendaient leurs prochains envois avec espoir. ■



Libération (France)

La comédienne est devenue le porte-voix de la contestation dans ce bastion insurgé.

Fadwa Suleiman, passionaria de Homs

Elle a tenu à brancher la vidéo en encadrant la conversation sur le logiciel de communication par Internet, Skype. Débordante d'énergie malgré l'heure matinale, gobelet de café et cigarette à la main, elle veut «réveiller les consciences» et débiter à toute allure sa colère contre «les dirigeants du monde entier qui ont oublié les valeurs humaines et font passer l'intérêt de leur État avant la vie du peuple syrien».

Nouvelle icône de la révolution syrienne depuis ce vendredi 11 novembre où elle est apparue sur Al-Jazeera au milieu des manifestants à Homs (ouest du pays), Fadwa Suleiman était déjà une star en Syrie avant de s'engager dans le combat contre «le criminel de guerre Bachar al-Assad». Abouche, comme lui, cette comédienne de théâtre, de cinéma et de feuilletons télévisés à succès ne ressemble plus à ses personnages aux yeux et au maquillage glamour. Chers coupés à la garçonne dégageant son visage sculpté, elle joue aujourd'hui son «plus beau rôle parmi des héros qui m'accablent et me protègent dans cette ville qui déteste au conflit continué attisé par le régime». Elle dit disposer de preuves que ce sont les hommes de main du régime qui tuent les gens et jettent leurs corps dans les quartiers de Homs où vivent les minorités pour provoquer la confrontation. «J'ai observé l'image des alouches après de toute la population depuis que je suis ici», affirme avec assurance la militante, vêtue d'un gros col roulé rouge sous un gilet de laine pour résister au froid de la maison privée de chauffage – comme toutes les autres dans ce quartier rebelle de Homs –, dans laquelle elle réside. «Le peuple syrien veut tellement mieux que d'être réduit à des sunnites et des alaouites», ajoute-t-elle, considérant sa communauté comme victime de la manipulation du régime.

Sinopsis. C'est au nom de la grandeur de son «peuple chrétien», comme elle le répète à chaque détour de phrase, qu'elle mène la lutte contre le sectarisme et pour la démocratie et la liberté. Sans peur des grands mots et alors qu'elle vient de raconter comment elle a échappé la veille au sniper de la rue du Caire à Homs, surnommée «route de la mort» par les habitants, elle parle de paix, de fraternité, d'universalisme et d'humanisme. Des idéaux qui reviennent dans ses messages vidéo dédiés canotés à sa «communauté victime de la manipulation du régime», tantôt aux commerçants d'Alep (nord de la Syrie), où elle a grandi, pour les appeler à se joindre à la «grève de la dignité». Dans l'un de ses récents enregistrements, elle

adresse un «message d'amour aux forces de l'ordre». «Ici, l'homme de la sécurité, tu dois d'abord assurer celle des tiens, des miens, des enfants, de ta mère, de ton père... Tu ne fais que garantir la sécurité d'un seul homme, celui qui s'attaque à son frère, aux miens, aux nôtres...», dit avec éloquence la comédienne professionnelle en caressant la caméra de ses grands yeux noirs.

Malvivité. Persuadée de son pouvoir d'«réveiller l'humanisme au fond de chacun», elle veut «libérer le cœur de son crime». Souriant à ce souvenir, elle révèle pour la première fois une «action» qu'elle avait menée incognito il

PROFIL

y a quelques semaines dans un jardin de Damas, où elle a participé dès le départ à la contestation.

«Dans un jardin public, avec cinq jeunes femmes, nues de poitrine et de pe-

ture, nous nous sommes mises à danser par terre. Une douzaine d'hommes armés sont intervenus pour nous demander d'arrêter et de partir. Je leur ai alors proposé de faire des danses d'été tout. Arru-

sés, certains s'y sont mis en effet mais, très vite, leur chef s'est dressé et s'est mis à les enguirlander et les menacer. Je lui ai parlé en l'invitant à prendre le phoscar pour défrayer sa coiffe. Il m'a alors raconté qu'il dansait très bien dans son enfance à Lattakieh (région des alaouites, dans l'ouest du pays, ndr) et s'y est mis. Puis des enfants sont venus regarder les peintures. Au bout d'une heure, les hommes m'ont remercié en me disant qu'ils faisaient leur travail pour l'argent, comme tous ces miliciens recrutés par le régime pour terroriser les habitants de la capitale.»

Est-ce un militantisme aussi pacifique, à la limite de la naïveté, qui vaut à Fadwa Suleiman d'être aujourd'hui traquée et menacée à Homs, où les forces du régime font des perquisitions, arrêtent et torturent certains pour obtenir des informations sur elle? Depuis qu'elle s'est installée dans la ville assiégée, après avoir mis son fils à l'abri, sa famille est soumise à toutes sortes de pressions et son frère a dû la dénoncer à la télévision comme «agent à la solde de l'étranger». Rejetant toute appartenance communautaire autre qu'au peuple syrien, elle apporte un démenti quotidien aux allégations du régime. «Je suis là pour témoigner qu'il n'y a pas de bandes armées séparées qui s'attaquent aux habitants ici, que les attaques ne proviennent que des forces du pouvoir», affirme la passionaria. Elle se dit d'accord avec les arguments du régime sur un seul point: «C'est vrai que la Syrie est victime d'un complot. Celui-ci est dirigé par Bachar al-Assad.»

HALA KODMANI



Le Parisien (France)

Attentats sanglants à Damas

SYRIE. Deux attentats suicides, totalement inhabituels dans le pays, ont fait une quarantaine de morts dans la capitale.

Cadavres mutilés, chaussure ensanglantée... Hier la télévision nationale a repassé en boucle les images très crues des deux attaques meurtrières et sans précédent en Syrie qui ont secoué les abords de deux locaux des services de sécurité, à Damas. Visés, la Direction de la sûreté générale, le plus important service de renseignement civil, ainsi qu'un bâtiment de la sécurité militaire. Au moins 40 personnes ont été tuées et plus de 150 autres blessées dans ces deux attentats suicides à la voiture piégée, les plus marquants de l'histoire de ce pays piégé.

Ces attentats sont survenus à un moment très particulier pour le régime, au lendemain de l'arrivée de la délégation arabe censée préparer la venue, dès demain, de 30 à 50 observateurs dont la mission est d'établir

un plan de sortie de crise. Car depuis neuf mois, une révolte populaire n'agit la Syrie, qui réprime dans le sang le mouvement de contestation né dans le sillage des révolutions arabes. C'est dans ce contexte qu'une dégradation de la Ligue arabe a été mandatée sur place.

Une coïncidence qui éveille les soupçons

Pour beaucoup, la coïncidence est troublante. Car, pour justifier la répression, le régime de Bachar al-Assad ne cesse de clamer que les protestataires sont des « terroristes ». Or, très rapidement, la télévision nationale a attribué les attentats à Al-Qaïda, bien que l'organisation ne les ait pas revendiqués. « C'est le premier cas d'un tel attentat », a-t-il été dit, mais nous allons faciliter au maximum la mission de la Ligue

arabe », a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères, Fayçal Meqdadi, sur le lieu de l'un des attentats.

Ces attaques pourraient-elles avoir été diligentes par les services de sécurité syriens ? « Ceux qui profèrent de telles allégations sont des criminels », a-t-il rétorqué. Pas de quoi dissiper les soupçons de l'opposition syrienne. « Le régime syrien, seul, porte toute la responsabilité d'une des deux explosions terroristes », a proclamé le Conseil national syrien, principal mouvement d'opposition autonome de Bachar al-Assad. « Nous n'avons pas encore de preuves sur l'origine des attentats dans le centre de Damas », a-t-il souligné, indiquant le porte-parole du Quai d'Orsay avait de dénoncer les manipulations du régime pour cacher aux observateurs arabes la réalité de la répression.

AWA/01/09/11/01



DAMAS (SYRIE). Hier, des secouristes évacuent les corps mutilés des victimes des attentats qui ont frappé les abords de deux locaux des services de sécurité.

De Morgen (Belgique / Belgium)

Zelfmoordterroristen blazen wagens op in hart van Syrische hoofdstad

Zeker 50 doden bij aanslag Damascus

RUSSIE. • Bij twee zelfmoedaanslagen op gebouwen van de Syrische veiligheidsdienst in Damascus zijn zeker vijftig mensen omgekomen. Het is onduidelijk wie er achter de aanslagen in een zwartbewaakte wijk van de hoofdstad zit, maar de aanslagreuzen leggen de schuld meteen bij de oppositie.

Het wacoor hier en nu heeft het begin van de opstand tegen het Syrische bewind dat er autobommen werden gebruikt tegen overheidsgebouwen.

De zware bommaanslagen volgden kort op de kerst van de eerste waarnemers van de Arabische Liga te Syrië. Die waarnemers leerden of president Bashar Assad zich liet afleiden door de aanslagen en namen aan het geweld tegen de oppositie die zijn vertrek eisen.

Regeringsfunctionarissen namen de waarnemers meteen naar de plaats van de aanslagen. Volgens hen zijn de aanslagen het begin voor hun beweging dat de overnemen van de staat is, maar het ook van een veldtoestand is, maar het ook van een veldtoestand is, maar het ook van een veldtoestand is.

al gezegd dat is terrorisme. Zij doden talloze mensen en burgers, en ondermijnen het Midden-Oosten. Het is duidelijk dat de Algerijnse veiligheidsdiensten, waar nog steeds een vijandige opstand tegen staat.

Al Qaida

De Syrische staatskerke stelde op haar beurt dat de twee zelfmoordbommen de twee wagens opbleven in Damascus die Libanese grens hadden overgestoken. Sterft Slachtoffer, een Syrische aan het veranderen aan het regime, verklaarde aan de zender dat Damascus dinsdag door Libanen was gwaarschuwd dat Al Qaidamilitanten Syrië via de Libanese grens het oosten van Libanen waren binnengegleden. De Libanese defensie minister Ezzat Ghannem zei woensdag tijdens een persconferentie dat hij in Beirut dat het van Al Qaida de eerste twee zelfmoordbommen waren binnengegleden en mogelijk terrorisme schied aanslagenplannen.

Volgens de Libanese Hekshah, bondgenoot van het regime van Bashar Assad, zouden de Verenigde Staten schuld aan de aanslagen hebben.

Damascus en die van daarvoor voerde in Irak, waarbij minstens 74 mensen de dood vonden.

"De aanslagen (...) zijn de spiegelbeeld van de VS, waardoor van het terrorisme, die onschuldigen veeft, dood en vernietigt om hen te dwingen de Amerikaanse politieke wegen voor rekening van het terrorisme", aldus de partij in een commentaar. Het woord "veroordeelt de afschiet van het vliegtuig" die werd gekend door de veldtoestand van de "moeite". Zij die gebouwen door de nederlaag van de Verenigde Staten de nederlaag, die in Irak zijn een moordenaar, die in Irak zijn een moordenaar, die in Irak zijn een moordenaar.

Wie achter de aanslagen zit is niet duidelijk, de autoriteiten wijzen naar de oppositie, de oppositie beschuldigt de regering

De meeste, grootschalige aanslagen, tegen het bewind van president Bashar Assad, maar de afgelopen weken met het aantal geweldsdaden anders tegenovergesteld. Het is duidelijk dat de Syrische Leger (SLA) pleegt geweld aanlagen op militairen. Ook zijn er steeds meer militairen overgelopen naar de oppositie.

Het Syrische regime doet de oproepen al het werk van terroristen en gewapende banden. Volgens de Verenigde Staten zijn er al meer dan vijftien militairen omgekomen.

Medio november werd een complex van de bewaakte veiligheid van de luchtmacht aan de rand van de hoofdstad al getroffen. Het werd beschoten met raketten en artillerie.

In Syrië bestaan de aanslagen, de aanslagen van de waarnemers van de Arabische Liga, een voorbeeld van de Arabische Liga, die door Damascus is aangevraagd. Maar staat ook dat Syrië zijn militairen uit staatsgreep moet terugtrekken, het geweld moet stoppen en politieke gesprekken moeten worden voortgezet.

Plassen bloed

Andere oppositiegroepen, die verder en suggereren dat de autoriteit ten de aanslagen zelf hebben georganiseerd om de oppositie te vernietigen. De Arabische Liga op het verlies de bevestiging.

Volgens de televisie van de slachtoffers, verspreiden burgers. Er werden beelden uitgezonden van verwondde mensen, aanzienlijke schade en mensen dood. Na de explosies in de wijk Mar Komar werd er volgens bewoners geschoten en waren er slachtoffers. De beelden te horen. De beelden de wijngedronken zijn er ook zeker handig gevonden. Welke van hen zijn er een vijandig aanpak.

In Syrië wordt al maandenlang gewaarschuwd tegen het bewind van president Bashar Assad, maar de afgelopen weken met het aantal geweldsdaden anders tegenovergesteld. Het is duidelijk dat de Syrische Leger (SLA) pleegt geweld aanlagen op militairen. Ook zijn er steeds meer militairen overgelopen naar de oppositie.

Het Syrische regime doet de oproepen al het werk van terroristen en gewapende banden. Volgens de Verenigde Staten zijn er al meer dan vijftien militairen omgekomen.

Medio november werd een complex van de bewaakte veiligheid van de luchtmacht aan de rand van de hoofdstad al getroffen. Het werd beschoten met raketten en artillerie.

In Syrië bestaan de aanslagen, de aanslagen van de waarnemers van de Arabische Liga, een voorbeeld van de Arabische Liga, die door Damascus is aangevraagd. Maar staat ook dat Syrië zijn militairen uit staatsgreep moet terugtrekken, het geweld moet stoppen en politieke gesprekken moeten worden voortgezet.

Süddeutsche Zeitung (Allemagne /Germany)

Schwere Anschläge in Damaskus

Dutzende Tote nach zwei Explosionen / Syriens Regierung bezichtigt al-Qaida, wird aber auch selbst beschuldigt

München – Bei zwei schweren Explosionen in der syrischen Hauptstadt Damaskus sind am Freitag Dutzende Menschen getötet worden; etwa 100 erlitten Verletzungen. Die amtliche Nachrichtenagentur Sana berichtete, unter den 40 Opfern seien überwiegend Zivilisten, aber auch Soldaten. Laut der Regierung sprengten sich Selbstmordattentäter mit Autobomben in die Luft. Ihr Ziel sei das Hauptquartier des Direktorats für Allgemeine Sicherheit gewesen sowie ein weiteres Gebäude der Sicherheitskräfte. Das Direktorat ist der wichtigste zum Innenministerium gehörende Geheimdienst und soll eine zentrale Rolle dabei spielen, die Aufstände niederzuschlagen.

In Staatsmedien ließ es bereits kurz nach den Explosionen, erste Ermittlungen deuteten daraufhin, dass das Terrornetzwerk al-Qaida für die Attentate verantwortlich sei. Oppositionsaktivisten

verdächtigten dagegen das Regime von Präsident Baschar al-Assad, die Anschläge orchestriert zu haben. Damit solle die Beobachtungskommission der Arabischen Liga beeinflusst werden. Sie überwacht die Umsetzung eines Plans, der das Ende der Gewalt in Syrien bewirken soll. Er sieht vor, dass die Armee aus Protesthochburgen abzieht und inhaftierte Demonstranten freilassen. Ein Vorteam der Liga war am Donnerstag eingetroffen.

Syriens Vizeaußenminister Faisal Mekdad begab sich mit dem stellvertretenden Liga-Generalsekretär Samir Seif al-Yazal an den Ort des Anschlags. Dort sagte er: „Das ist, was wir am ersten Tag nach der Ankunft der arabischen Beobachter von al-Qaida und den Terroristen bekommen.“ Das Regime stellt die Ururhen als Werk von Terroristen, kriminellen Banden und Ausländern dar. „Wir haben es von Anfang an gesagt: Das ist Ter-

rorismus“, fügte Mekdad hinzu. „Sie töten Soldaten und Zivilisten.“

Viele Oppositionelle sehen die Beobachtungskommission kritisch; sie fürchten, Assad werde nur zum Schein auf den Plan eingehen, um den internationalen Druck zu verringern. Deshalb hatten sie dazu aufgerufen, nach dem Freitagabend gegen die Mission zu demonstrieren. Die Regierungsgegner verwies darauf, die Sicherheitskräfte hätten allein in den beiden Tagen, bevor die Beobachter eintrafen, mehr als 250 Menschen getötet. Oppositionsaktivisten forderten von der Arabischen Liga, den UN-Sicherheitsrat mit der Lage in Syrien zu befasen.

Die Verhandlungen in New York über eine mögliche Resolution stocken. Die Bundesregierung dringt auf eine entschiedene Haltung des Sicherheitsrats. Bundesaußenminister Guido Westerwelle sagte der Süddeutschen Zeitung: „Die

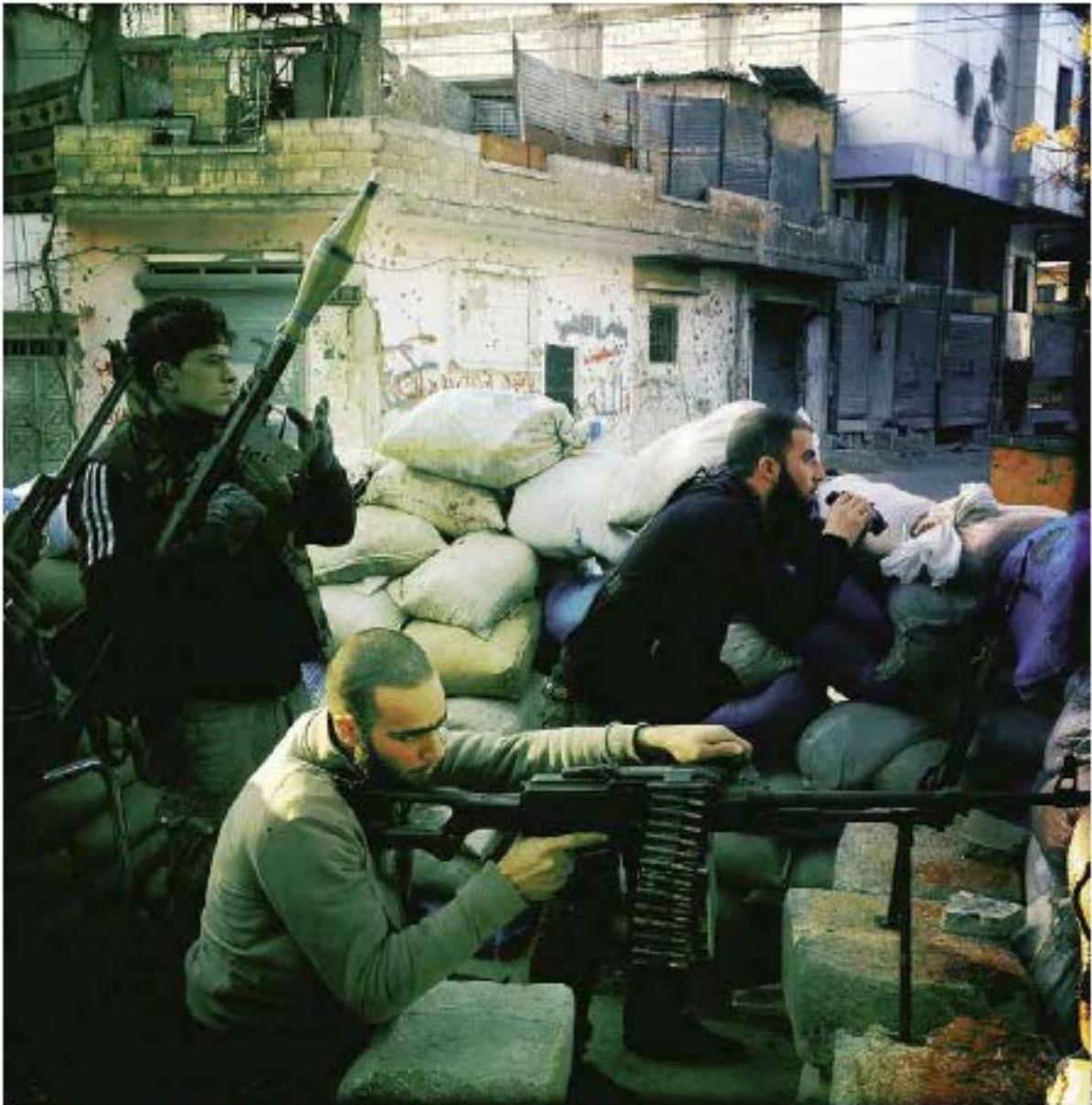
Gewalt des syrischen Regimes gegen das eigene Volk hat einen neuen Höhepunkt erreicht.“ Ein klares Signal des Sicherheitsrates sei daher dringender denn je. Wer weiter auf Zeit spiele, „ladet große Verantwortung auf seine Schultern“, fuhr Westerwelle fort – eine indirekte Kritik an Russland.

Moskau hatte bei den UN einen Resolutionsentwurf eingebracht, der Deutschland und anderen EU-Staaten nicht ausreicht. Deutsche Diplomaten sagten, die Resolution müsse ein Waffenembargo enthalten und die Freilassung aller politischen Gefangenen fordern, ebenso wie die Beilegung der Blockade der von der Armee belagerten Städte. Auch müsse das Assad-Regime klar für die schweren Menschenrechtsverletzungen verantwortlich gemacht werden. Russland will beide Seiten gleichermaßen wegen der Gewalt verurteilen. (Seite 4)

Der Spiegel (hebdomadaire / weekly) (Allemagne / Germany)

Was von Malik übrig war

Mit Scharfschützen macht das Regime von Damaskus Jagd auf das eigene Volk.
So treibt es den Bürgerkrieg voran, vor dessen Ausbruch es den Westen warnt.
SPIEGEL-Reporter waren bei Aufständischen in Homs: Dort wehren sich die Gejagten.



Checkpoint der Freien Syrischen Armee in Homs: „Ob wir so leben oder sterben, was ist der Unterschied?“

Wenn der Dunst aufsteigt im späten Licht des Nachmittags, wenn die letzten Unglückseligen im Zickzack über die breite Fläche hasten, dann beginnt die Jagdzeit auf der Kairo-Straße. Geschossen wird den ganzen Tag an dieser Stelle, aber von nun an ganz gezielt. Ein paar Rennende schaffen es heute noch auf die andere Seite. Einer schafft es nicht mehr, geht getroffen und schreiend zu Boden. Er hatte Brot dabei, etwas, das es auf seiner Seite der Kairo-Straße nicht mehr gibt.

Morgens werden hier nur manchmal Passanten erschossen. Aber vom Nachmittag an und die Nacht hindurch ist die breite, schnurgerade Straße zwischen den Vierteln Chalidija und Bajada eine Todeszone. Dann schießen sie auf alles, was sich bewegt: die Scharfschützen der Geheimdienste, die nichts anderes mehr sind als Todeschwadronen, und die Schabiha-Killer, genannt „die Geister“ – Milizen auf Tageshonorarbasis, die sich mit Plündern ihrer Opfer noch etwas hinzuverdienen können.

Die Topografie des Terrors, das ist in diesen Tagen der Stadtplan von Homs. Ganze Stadtteile von Syriens drittgrößter Metropole sind zu Zonen der Belagerung geworden, Hunderttausende zu Geiseln einer Regierung, deren Präsident Baschar al-Assad im Interview mit dem amerikanischen Fernsehsender ABC kichernd beteuerte, nur ein Verrückter würde auf sein eigenes Volk schießen lassen.

Was vor neun Monaten als friedlicher Protest gegen die Diktatur der Assad-Dynastie begonnen hatte, ist zum Feldzug des Regimes gegen das Volk geworden. Eines Regimes, das 41 Jahre lang gewohnt war, mit Brutalität Unterwerfung zu erzwingen. Seit diese Brutalität nicht mehr ausreicht, setzt es auf mehr Brutalität. Und auf noch mehr, weil der Widerstand nicht aufhört, sondern wächst. Es gibt keine Verhandlungen. Im schwer bewachten Zentrum von Homs, wo das Regime ausländischen Besuchern eine gespenstische Alltäglichkeit vorspielt, hat es plakatiert lassen: „Die Fortsetzung des Dialogs garantiert die Stabilität.“

Offiziell hat das Regime am Montag zumindest gegenüber der Arabischen Liga eingelenkt und will nun unabhängige Beobachter ins Land lassen. Doch ver-

sprochen hat Assad auch schon vor Monaten ein Ende der Gewalt, gehalten hat er nichts. Am Dienstag ließ er Homs mit Raketen beschießen.

Viele Städte in Syrien sind zur Kampfzone geworden, auch in Damaskus hat der Aufstand jetzt die Vororte erreicht. In Homs aber sterben jeden Tag 5, 10, 15 Menschen, die meisten als Opfer der Scharfschützen. Mehr als 200 Stellungen haben die Aufständischen in Homs gezählt, von denen aus willkürlich und ohne Warnung Menschen erschossen werden. Nicht, weil sie demonstrieren. Sondern weil sie da sind.

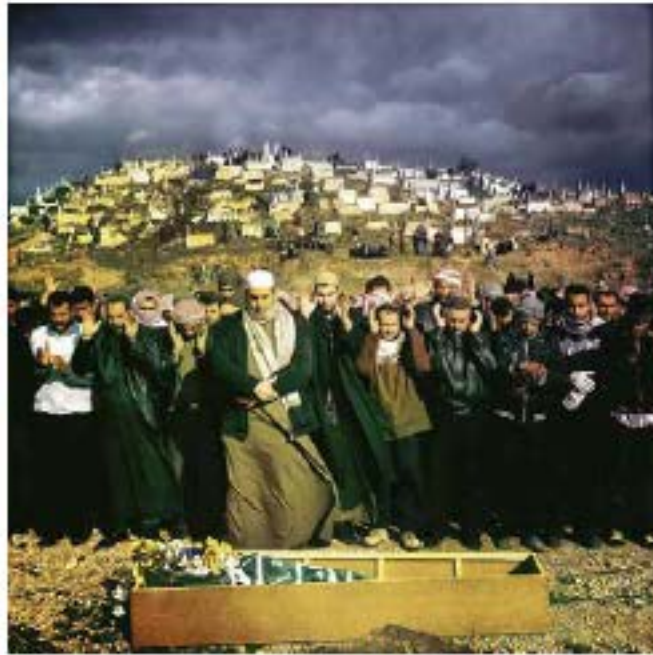
nen, den es früher am Tag getroffen hat. Ein Paar steht zitternd vor einem Haus, schaut dem Laster nach, die Frau verschleiert, beidend vor Verzweiflung und Wut: „Warum dürfen wir einfach so umgebracht werden? Wieso hilft uns niemand?! Wo ist die Arabische Liga, wo sind Frankreich, Deutschland, Amerika?!“ Sie schreit. Und erzählt von dem alten Mann, um die siebzig, davor ihrem Haus von zwei Kugeln getroffen wurde, „eine Stunde lang konnten wir ihn nicht hereinholen. Als wir ihn endlich im Haus hatten, haben wir aus Angst versucht, das Blut wegzuspülen, damit die Schabiha uns nicht angreifen. Ob wir so leben oder sterben, wo ist der Unterschied? Ich gehe zur Polizeiwache! Ich binde mir einen Sprengstoffgürtel um und bringe die wenigstens mit um!“

Homs ist eine komplizierte Stadt, ein Syrien im Kleinen: Mehr als die Hälfte der anderthalb Millionen Bewohner sind Sunniten, jeweils etwas mehr als zehn Prozent Christen und Alawiten, der Rest verteilt sich auf kleine Minderheiten. Unweigerlich hat der Protest gegen das Regime eine fatale Eigendynamik entwickelt: Baschar al-Assad, die obersten Generäle und Chefs der Geheimdienste sind Alawiten, ebenso die meisten Männer der Todeschwadronen und Schabiha-Milizen. Ihre Opfer sind fast ausschließlich Sunniten. Übergelaufene Soldaten und Geheimdienstler bezeugen, dass das Regime auch Truppen in Zivil los-

schickte, um Alawiten im Namen der Sunniten anzugreifen und umgekehrt. Friedliche Demonstranten werden als islamistische Fanatiker ausgegeben, die kämen, um christliche Frauen zu vergewaltigen.

Es hat ungeklärte Entführungen und Morde gegeben in Homs, Menschen sollen geköpft worden sein. Auch wenn das Leben in den alawitischen Vierteln noch ziemlich normal verläuft, wächst die Anspannung. „Die Angst vor einem Bürgerkrieg lässt das Ausland zögern, uns zu helfen“, sagt einer der jungen Koordinatoren der Revolutionskomitees in Homs. Wir sollen ihn Ahmed nennen. „Aber je länger es dauert, desto größer wird die Gefahr des Bürgerkriegs.“

Ahmed navigiert uns zu einem Treffen alawitischer Aktivisten im Viertel Bajada, um zu zeigen, wie sie versuchen, die Eskalation aufzuhalten. Der Weg führt über die Kairo-Straße, die an diesem Morgen noch ruhig daliegt. Er verläuft durch Hau-



Trauerfeier für Regime-Opfer Malik: „Sterben für ein Stück Brot“

Wie der Mann mit dem Brot, den ein paar Mutige aus dem Schussfeld gezogen und ins Notlazarett der Aufständischen von Chalidija gebracht haben. Minuten später ist er schon wieder fort. „Kopfschuss“, knappes Bedauern eines bleichen Arztes, „wir konnten nichts mehr für ihn tun und brauchen den Platz.“ Eine junge Lehrerin, nun Krankenschwester, sagt: „Helfen Sie uns! Wir brauchen Medikamente, Waffen, alles!“

Im nächsten Raum bringt ein Arzt fünf Frauen an einem gefalteten dünnen Gebetsteppich bei, wie man tiefe Wunden näht. Nebenher krümmt sich ein Mann vor Schmerzen, dem sie gerade einen Teil des Fußes amputieren, nachdem sich dort eine Schusswunde entzündet hat. Aus den Lautsprechern einer Moschee ist zu hören, dass gerade ein Fußgänger gestorben sei.

Draußen im blauen Licht der Dämmerung fährt ein Gemütselaster seine Leiche vorbei und die eines weiteren Erschosse-



Protest gegen Präsident Assad, umkämpfte Kairo-Strasse: „Ich binde mir einen Sprengstoffgürtel um“

ser, deren Wände herausgebrochen wurden, um neue Wege zu schaffen, vorbei an den Einfallswinkeln der Scharfschützen. Er führt vorbei an kniehohen Abfallbergen, an fliehenden Familien mit Koffern, die in andere Städte entkommen wollen, wo die Lage kaum besser ist. Und dann endet er, mitten in Bajada, an der Wadi-al-Arab-Straße.

Hier gelten andere Regeln als ein paar Blocks weiter. Hier wird immer geschossen. Menschen sammeln sich auf beiden Seiten der Straße, über die an diesem Vormittag alle paar Minuten ein Schuss peitscht. Die Verwundenen, die Lebensmittel und Medikamente ins Viertel bringen, nehmen Anlauf und werfen Brot, Nudeln, Zigaretten, Windeln über den Asphalt. Mit Drahtschlingen, Seilen und Haken versuchen sie, ins Sichere zu ziehen, was auf der Straße liegen geblieben ist.

Eine alte Frau steht weinend vor der Hauswand: „Seit zwei Monaten geht das so. Das ist ein Gefängnis. Ehrschrämmer. Da drüben“, auf der anderen Straßenseite, „wohne ich. Aber ich kann doch nicht mehr so schnell laufen. Sie töten mich, wenn ich nach Hause gehen will, sie töten jeden. Katl, katl, töten“, sie wiederholt die Worte immer wieder, Tränen laufen über ihre Wangen, ein kurzes Schluchzen, dann wischt sie mit dem Handrücken über die Augen: „Entschuldigung.“

Nach einer halben Stunde kommt ein kleiner weißer Lieferwagen. Das Taxi des Wahnsinns. Wer mitfahren will, verabschiedet sich von den anderen, betet leise für sich, ein Mann brüllt: „Und wenn wir sterben, sterben wir – für ein Stück Brot!“ Dann steigen sie ein: die alte Frau zuerst, die Augen geschlossen, Gebete murrend. Ein alter Mann folgt, schwer beladen mit

Tüten, ein paar Junge, die versuchen, sich flach zwischen die anderen zu legen.

Alle Umstehenden machen Platz, der Fahrer setzt zurück, nimmt 30 Meter Anlauf, gibt Vollgas und rast über die Straße. Auf der anderen Seite rammt er fast ein parkendes Auto, bevor er unter dem Jubel der Menge zum Stehen kommt. Diesmal ist kein Schuss gefallen. Drei weitere Autos wagen zu folgen, alle kommen durch.

Im Haus eines sunnitischen Scheichs auf der anderen Seite haben sich prominente Alawiten und ein Christ aus verschiedenen Städten versammelt. Sie planen Demonstrationen in halbwegs sicheren Vierteln gegen die konfessionelle Spaltung, „die Welt soll wissen, dass der Bürgerkrieg Assads Propaganda ist“. Allfälliges Murren.

Das Problem sei nur, erklärt Ahmed, dass beide Scharfschützen-Stellungen an den Enden der Wadi-al-Arab-Straße in alawitischen Vierteln liegen und von Milizionären aus der Nachbarschaft flankiert werden. „Die Alawiten sind die letzte Bastion des Regimes“, sagt er, „die Sunniten die Opfer, egal, was wir sagen.“

Doch das sei eine theoretische Debatte angesichts der Frage, ob sie in ein paar Tagen überhaupt noch am Leben seien. Seit Wochen stehen zwischen 200 und 300 Panzer der „Assad-Armee“ vor Homs. Jeden Tag wird der Sturm auf die Stadt erwartet. Alle rätseln, was Assad zögern lässt. Und hoffen, dass es das Misstrauen der Generäle in die eigene Armee ist. Die höchsten Offiziere mögen Alawiten sein, aber die meisten Soldaten, die Unteroffiziere und niederen Ränge, sind zumeist Sunniten. Wenn sie vorrücken müssen, werden Männer der Milizen und Geheimdienste in ihrem Rücken stehen und zu

verhindern wissen, dass sich jemand dem Schussbefehl verweigert – indem sie jeden erschießen, der nicht töten will.

Assads Regime spricht von ausländischen Terroristen und einer „globalen Verschwörung“. Seine Schergen foltern für Geständnisse von einem kombinierten saudisch-israelisch-amerikanischen Komplott – dabei sind sie es selbst, die auf die Bevölkerung und sogar ihre eigenen Soldaten schießen lassen. Um die Leichen hinterher als Opfer der inszenierten Verschwörung im Staatsfernsehen zu zeigen.

Der Konsens friedlicher Demonstrationen, der bis in den Spätsommer hinein gehalten hatte, ist buchstäblich gestorben. Das Vakuum haben die Kämpfer besetzt, meist Überläufer der Armee. Unter nomineller Führung eines in die Türkei geflohenen Obersts versuchen sie, die „Freie Syrische Armee“, FSA, zu etablieren. Ob sie, wie behauptet, über 15.000 Soldaten verfügt, ist unklar, aber es werden jeden Tag mehr. Zumindest in Homs haben sie es geschafft, einen tristen Arbeiterort zum Symbol der Hoffnung zu machen: Baba Amr, ein armes Viertel im Südwesten der Stadt, ist die erste befreite Zone Zentralsyriens. Drei Quadratkilometer Ausnahmezustand.

Auf dem Weg dorthin, nicht weit von der Zentrale des Luftwaffengeheimdienstes, liegen zwei blutüberströmte Leichen von Gefolterten im Gras neben der Straße. Hier, im Niemandsland zwischen den Fronten, wagt keiner, sie zu bergen.

Am ersten Checkpoint der FSA salutieren die Männer und stellen sich mit Rang und Einheit vor. Sie haben Waffen, aber nur zwei Uniformjacken, die sie reihum fürs Foto anziehen. Beinahe jede Ecke wird bewacht, an den Rändern des Vier-



Demonstranten in Baba Amr, Geheimlazarett in Homs: „Kopfschuss, wir konnten nichts mehr für ihn tun“

tels mit seinen über 50.000 Menschen stehen je ein Dutzend Männer hinter Sandsäcken und Barrikaden, versorgt von den Familien der Nachbarschaft, ausgerüstet mit Kalaschnikows und ein paar Panzerfausten. 500 Soldaten seien es insgesamt, unter dem Kommando des übergelaufenen Oberleutnants Abd al-Rasak Tlas, eines entfernten Neffen des einstigen Verteidigungsministers.

Am Tag seines Abtauchens, erzählt er, hätten die Generale aus seiner Verwandtschaft angerufen: „Komm zurück! Dann wird es keine Probleme für dich geben, dafür können wir sorgen. Du bekommst Geld, viel Geld!“

Er kam nicht.

Tag später hätten sich andere gemeldet: „Wir werden deine Frau und deine Kinder umbringen, wenn du dich nicht ergibst!“ Aber die waren da bereits abgetaucht.

Für den Moment herrscht eine gespenstische Ruhe in Baba Amr. Im November zog die Armee nach schweren Kämpfen ab. Am Checkpoint der FSA gegenüber der Universität liegen nur 25 Meter zwischen ihnen und Assads Truppen. Seit sechs Wochen. „Solange die nicht angreifen, schießen wir auch nicht“, sagt Tlas.

Und wenn die Panzer kommen? „Werden wir sie so lange wie möglich aufhalten.“ Und dann? „Ziehen wir uns zurück, so wie im Oktober, als die Armee zum letzten Mal in Baba Amr einrückte“, als Tausende Bewohner in die Dörfer flohen. „Wir haben schließlich keine Panzer.“

Aber was ist mit der ausländischen Unterstützung, von der im-

mer wieder die Rede ist? „Sie meinen die Weltverschwörung? Von der Baschar immer spricht, der Hund“, wirft einer der Deserteure ein. „Die hätten wir gern“, Tlas lacht heiser, „wir wären ja dankbar für jede Patrone! Aber was wir viel mehr brauchen, ist eine Flugverbotszone!“

Es hat etwas Verzweifelteres, eine Flugverbotszone zu fordern, obwohl Assad noch kaum Flugzeuge eingesetzt hat. Bislang genügen Schusswaffen und Panzer, um Tausende zu töten. „Aber trotzdem“, beharrt Tlas, „würde so eine Zone viele Offiziere ermutigen, mit ihren Mannschaften und Panzern überzulauen.“

In der relativen Stille des Moments organisiert das Viertel sich selbst. Komitees kümmern sich um Nahrungsmittel, Wasser- und Stromversorgung. Aus dem ganzen Land kommen Überläufer der Armee und Ärzte. Kurier bringen Geld, Medikamente. Schäfer treiben diskret

ihre Herden an den Rand des Viertels. Selbst die Freitagspredigt in der größten Moschee hat weltliche Züge angenommen: „Und wenn ihr noch Diesel im Haus habt, teilt ihn mit den anderen! Wenn ihr zu essen habt, teilt! Öffnet eure Häuser für die Flüchtlinge! Gott ist mit den Barmherzigen! Außerdem braucht das Lazarett Blutspender! Rhesus negativ!“

Ein Gemüsehändler, der Manager einer Parfümeriekette und ein Informatiker koordinieren, immerfort rauchend, Baba Amrs Kontakt zur Außenwelt. In ihrem Hauptquartier in einer Wohnung stolpern Scheichs übers Kabelgewirr zwischen zig Computern, klingeln die ganze Nacht hindurch die Telefone, laden Studenten die Videos der letzten Demonstrationen und Erschossenen hoch, türmen sich Handgranaten, Aschenbecher und Kaffeebecher auf überladenen Tischen.

Alle reden pausenlos. Nur einer der jungen Aktivisten wird plötzlich ganz still, als er einen Anruf bekommt, und schaut reglos auf seinen Bildschirm. Sein Cousin ist erschossen worden. Er lebte im Dorf Dar Kabira außerhalb von Homs und war gerade mit Nachbarn auf dem Heimweg.

Die Schabiha am Checkpoint der Hauptstraße hätten die Ausweise kontrolliert, sie fahren lassen und Sekunden später auf das Auto geschossen. Zwei hätten überlebt, er sei gestorben. Womit geschossen wurde, ist nicht ganz klar, aber Malik halber Kopf fehlt. Malik war zwanzig, Bäcker in Homs, versorgte seine jüngeren Geschwister. Sein Traum, sagt



der Onkel, sei eine eigene Bäckerei gewesen.

Am nächsten Morgen liegt Malik, in weißes Tuch gewickelt, in einem Holzsarg in der kleinen Moschee von Dar Kabira. Dort, wo eigentlich sein Kopf sein sollte, haben sie eine schwarze Plastiktüte um den Rumpf geknotet. Für den Fotografen öffnen sie das Tuch, einer will die Tüte aufknöten, „nein, nicht, bitte!“ fleht Maliks Onkel.

Ein ganzes Dorf, das einen der Seinen zu Grabe trägt, ist ein machtvoller Anblick. Die Häuser sind leer an diesem Morgen. Fast jeder ist auf der Straße. Vorneweg die Notabeln in ihren besten Roben, dahinter die Bauern, Kinder, Frauen. Versteinerte Gesichter, rasch fortgewischte Tränen, Flüche. Von den Dächern streuen Mädchen Blumen. Die Menge skandiert, dass dies nun Maliks Weg ins Paradies sei. Sie zwingen sich zum Feiern. So fordert es der Brauch, aber der funktioniert nicht mehr. Zu groß ist ihr Zorn.

„Sie stürmen nachts unser Dorf, sie brechen in die Häuser ein, verhaften und erschießen Menschen“, bricht es aus einem der Männer heraus, „nur weil wir friedlich demonstrierten. Was für eine Regierung tut so etwas? Baschar al-Assad sagt, er sei ein legitimer Präsident. Tut so etwas ein legitimer Präsident? Wir mögen Bauern sein, aber wir werden unsere Häupter nicht mehr beugen! Und wenn sie unser halbes Dorf massakrieren!“

Der Weg zurück in die Stadt ist gefährlich geworden. Ein stets vorausfahrendes Auto meldet neue Kontrollposten, der Konvoi weicht auf Feldwege aus. Bauern bieten Tee, Schutz für die Nacht, es geht zu Fuß weiter, auf Motorrädern, bis die ersten Posten von Baba Amr auftauchen.

Früher war Syrien ein Land des panoiden Misstrauens. Aber in den Monaten des Aufstands ist vielerorts ein unbekanntes Vertrauen gewachsen: Fremde öffnen ihre Türen, wenn Deserteure oder Verletzte Unterschlupf suchen. Passanten warnen Autofahrer vor neuen Posten. Ärzte behandeln Verletzte in den Staatskrankenhäusern, obwohl jede Denunziation ihr Todesurteil bedeuten kann. Das Regime, das jahrzehntlang seine Bevölkerung bespitzelt und in Angst gehalten hat, wird nun selbst unterwandert. Informanten in Armee und Geheimdiensten warnen vor Verhaftungen, geben die Fahndungslisten weiter, verraten Angriffspläne. Doch noch hält das System.

„Was tut die Welt?“, fragte auf dem Friedhofshügel von Dar Kabira ein alter Mann, ohne eine Antwort zu erwarten. Als sie das, was von Malik übrig war, in die Grube gleiten ließen, schaute er weit übers winterkalte Land, als läge irgendwo eine Antwort. Bis er fand, was er suchte: „Dort hinten, am Bach legen die vom Geheimdienst manchmal die Leichen ab. Es hört nicht auf. Baschar wird all die töten lassen, welche die Welt ihn töten lässt.“

Neue Zuercher Zeitung (Suisse / Switzerland)

Selbstmordanschläge in Damaskus

Bombenexplosionen vor Einrichtungen der Sicherheitsdienste – 40 Todesopfer

Zwei Selbstmordanschläge in der syrischen Hauptstadt Damaskus haben dem Aufstand gegen das Regime Asad eine neue Dimension verliehen. Die Opposition wittert eine Inszenierung.

Jürg Bischoff, Beirut

Zwei Bombenanschläge auf Einrichtungen der Sicherheitsdienste in Damaskus haben am Freitag laut offiziellen Angaben 40 Tote und rund 150 Verletzte gefordert. Selbstmordattentäter hätten vor dem Sitz der Staatssicherheit und vor einem lokalen Sicherheitsposten je eine Autobombe gezündet, sagten staatliche Medien. Sie schrieben die Attentate der Kaïda zu und verwiesen auf Warnungen libanesischer Regierungsstellen, laut denen Mitglieder der Terrororganisation die libanesische Grenze zu Syrien überschritten haben.

Vom Regime inszeniert?

Die Anschläge scheinen die Darstellung der Regierung zu bestätigen, terroristische Gruppen versuchten das Land ins Chaos zu stürzen. Die syrische Führung hatte erst am Donnerstag in Briefen an die Generalversammlung und an den Menschenrechtsrat der Uno beklagt, es würden nur die Berichte von Medien gehört, die im Einklang mit den Absichten gewisser Staaten Syrien zerstören wollten. In dem Brief heisst es, über 2000 Mitglieder der syrischen Sicherheitskräfte seien getötet worden.

Ein Rebellenkommandant von der Freien Syrischen Armee verurteilte hingegen den Anschlag und sagte, seine Organisation verfüge gar nicht über die Mittel, solche Attentate auszuführen. Oppositionelle Sprecher argwöhnten, das Regime habe die Anschläge selbst in Szene gesetzt, um seine Darstellung der Ereignisse zu untermauern. Eine erste Gruppe von Beobachtern der Arabischen Liga, die am Vortag in Damas-



Ein von der Explosion beschädigtes Regierungsgebäude in Damaskus.

REUTERS/DAVID J. PHILLIPS

kus eingetroffen war, wurde von den Behörden zu den Schauplätzen der Explosionen geführt.

Protest gegen Beobachter

Der Auftrag der arabischen Beobachter lautet, den von der Regierung zugesagten Abzug der Truppen aus den Städten und die versprochene Freilassung von Gefangenen zu überwachen. Die Liga-Mission soll auch Gespräche zwischen dem Regime und den Aufständischen in Gang bringen, um eine Beruhigung der Lage zu erreichen. Die Opposition hält die Zulassung der Beobachtermission

SYRISCHE GELDER EINGEFROREN

(Reuters) - Die Schweiz hat bisher syrische Gelder in der Höhe von 50 Millionen Franken gesperrt. Betroffen davon seien ein Dutzend Unternehmen sowie 54 Personen, sagte eine Sprecherin des Staatssekretariats für Wirtschaft am Freitag. Zurückgehalten würden unter anderem Gelder von Präsident Bashar al-Asad und seinem Bruder Maher sowie von Innenminister Mohammed Ibrahim asch-Schar. Schweizer Banken sind angehalten, Gelder der genannten Personen an das Seco zu melden.

für einen Trick, mit dem Asad erneut Zeit gewinnen will. Sie stellte die Proteste am Freitag in Anspielung auf das zwischen der Liga und Damaskus ausgehandelte Protokoll deshalb unter das Motto «Todesprotokoll, eine Lizenz zum Töten».

Die blutigen Anschläge in Damaskus sind die ersten Selbstmordattentate überhaupt im Laufe der Aufstände gegen die arabischen Regime. Sie deuten an, dass Akteure im syrischen Drama mitspielen, die bisher im Dunkeln geblieben sind. Und sie sind ein neues Signal, dass sich das Land am Rande des Bürgerkriegs befindet.

Terroranschläge markieren das Ende des Regimes Asad

Was ist von einer Regierung zu halten, die in der Provinz mit grösster Gewalt gegen Demonstranten vorgeht, die aber nicht in der Lage scheint, in der Hauptstadt Terroranschläge zu verhindern! Als am Freitag zwei Autobomben fast zeitgleich an Geheimdienstzentralen in Damaskus detonierten, gab es schnelle Schuldzuweisungen an das Terrornetzwerk al-Kaida, an die verbotenen Muslimbrüder, gar an das Regime selbst. Unabhängig davon, wer die Urheber waren, dürfte dieser Doppelanschlag dereinst in den Geschichtsbüchern das Ende des Regimes Asad markieren. Denn wer nicht einmal mehr die Sicherheit der Eliten aus Militär, Wirtschaft und Politik in der Hauptstadt garantieren kann, ist am Ende. Vor nicht allzu langer Zeit haben Syriens Präsident Asad und die First Lady mit Stolz erzählt, sie seien so beliebt in Damaskus, sie brauchten keine Leibwächter, das Volk schütze sie, wenn sie zum Jazzkonzert oder ins Restaurant in die Altstadt führen. Und jetzt, neun Monate nach Beginn der Aufstände, stammelt der junge Diktator von Reformen, runden Tischen und Wahlen, als hätte er das nicht schon die vergangenen elf Jahre seit seiner Machtübernahme getan. Kaum jemand glaubt ihm noch, weder die Gegner noch die Verbündeten. Die Türken haben sich abgewendet, die Arabische Liga macht Druck, jetzt geht langsam das Geld aus, nicht zuletzt nachdem die Schweiz diese Woche die Vermögen Asads und seiner Getreuen eingefroren hat. Dass Asad fallen wird, ahnt wahrscheinlich sogar er selbst. In einigen Wochen oder Monaten dürfte er Geschichte sein. (pla.)

Tribune de Genève (Suisse / Switzerland)

Attentats de Damas: à chacun son coupable

Deux voitures piégées explosent au cœur de Damas, faisant au moins 44 morts. Qui a fait le coup? A chaque camp sa version

Cathy Macherel

«Deux opérations terroristes ont eu lieu à Damas contre un siège de la sécurité de l'Etat et contre une des branches des services de sécurité. Les premiers éléments d'enquête font porter la responsabilité sur Al-Qaida.» C'est le message que diffusait hier matin la télévision syrienne, sitôt après l'explosion de deux voitures piégées conduites par des kamikazes. Au moins 44 personnes auraient été tuées et 166 blessées à Damas. Les attentats ont visé la Direction de la sûreté générale, le plus important service de renseignement civil, ainsi qu'un bâtiment de la sécurité militaire.

Ces attentats surviennent alors que les observateurs de la Ligue arabe viennent d'arriver en Syrie. «Le terrorisme a voulu que le premier jour des observateurs à Damas soit une journée tragique, mais le peuple syrien fera face à la machine à tuer soutenue par les Européens, les Américains et certaines parties arabes», déclarait hier le vice-ministre des Affaires étrangères Fayçal Meqdad, sur les lieux du drame en présence du représentant de la Ligue arabe.

La télévision syrienne n'était pas la seule à être bien vite informée de qui était derrière ces attentats. Le



Au moins 44 personnes auraient été tuées et 166 blessées à Damas lors de deux attentats, l'un visant le siège de la sécurité de l'Etat et l'autre une des branches des services de sécurité. EPA

mouvement chiite libanais Hezbollah s'est empressé de désigner, lui, les Etats-Unis comme coupables. Quant à la Russie, autre allié de Bachar el-Assad, elle imputait la responsabilité des attentats aux «forces extrémistes rejetant un règlement intersyrien».

Une autre option est envisagée par tous ceux qui se méfient des versions du pouvoir syrien. Car il y a un précédent. Le 20 novembre, le siège du parti Baas à Damas était attaqué à coups de roquettes. L'Armée libre syrienne, qui se bat contre les forces régulières, avait été montrée du doigt par le régime de Bachar el-Assad. Or, selon des sour-

ces du renseignement français, l'attaque du 20 novembre aurait été organisée par le colonel Qusai Mayhoub, membre des services de renseignement militaire de l'armée de l'air, le corps de l'armée le plus fidèle à Bachar el-Assad (lequel y a fait ses classes). Selon ces sources, l'action était destinée à discréditer les opposants au régime.

Fait étrange concernant l'attentat d'hier, la télévision Dunya, qui appartient au cousin de Bachar el-Assad, affirmait qu'une photo de Ben Laden se trouvait sur le véhicule d'un kamikaze. Etrange quand on sait que de multiples barrages entourent les bâtiments des servi-

ces de sécurité syriens. Alors, un coup de Damas? «Le scénario serait toutefois machiavélique, souligne Jean-René Belliard, spécialiste du dossier syrien. Hier, parmi les victimes se trouvait un haut gradé des services de sécurité, le général Naïm Mourani, un chrétien.»

Le Conseil national syrien, mouvement d'opposition, évoque le coup monté mais avec un mobile qui paraît faible: «Le régime a voulu adresser une mise en garde aux observateurs arabes pour qu'ils ne s'approchent pas des centres de sécurité.» Pour Damas, ceux qui évoquent le scénario du coup monté «sont des criminels».

Diário de Noticias (Portugal)



Delegação da Liga Árabe e responsáveis sírios observam a cratera de uma das explosões de ontem em Damasco

Atentados em Damasco não travam repressão

Síria. Acções suicidas atribuídas à Al-Qaeda matam 40 pessoas na capital, um dia depois da chegada de uma delegação da Liga Árabe que vai preparar uma missão de observadores

LUÍS NAVES

Um duplo atentado bombista, ontem, em Damasco, não impediu a continuação da repressão dos protestos anti-governamentais. As explosões, atribuídas pelas autoridades à rede terrorista Al-Qaeda, fizeram pelo menos 40 mortos e 150 feridos na capital síria, surgindo no dia seguinte à chegada a Damasco de uma delegação da Liga Árabe que vai preparar uma missão de observadores.

O alvo dos ataques foi a sede dos serviços de segurança e uma instalação militar próxima, num bairro próspero da capital. Entretanto, prosseguiram as operações repressivas do regime do Presidente Bachar al-Assad, em Homs e Hama, com um mínimo de 11

mortos. Na quinta-feira morreram 35 pessoas. Os rebeldes dizem que o regime está a tentar eliminar a resistência, antes da chegada dos observadores, sobretudo nas zonas onde esta é mais forte. Desde o início da contestação, há nove meses, já morreram mais de 5 mil pessoas, segundo cálculos da ONU, havendo organizações que fazem um balanço mais pesado, superior a seis mil.

Os atentados de ontem não têm precedente na Síria e o regime tentou de imediato culpar os rebeldes, que desde o início dos protestos são descritos como "terroristas". O Exército Livre da Síria, força rebelde constituída a partir de militares deserto-

res, esclareceu que as insinuações de envolvimento nas acções terroristas são absurdas, pois a organização não dispõe da tecnologia que foi utilizada. Segundo um dos dirigentes do movimento, muitas vítimas civis eram manifestantes anti-governamentais, que estavam presos nas instalações destruídas.

A ligação à Al-Qaeda foi reconhecida pela agência de notícias oficial e, na semana passada, um responsável do governo libanês afirmou que estava a ser investigada a informação de que membros da Al-Qaeda se tinham infiltrado na Síria, a partir de Beirute. Também no Líbano, o movimento radical xiita Hezbollah

acusou os EUA de estarem na origem do duplo atentado. "Foi um primeiro presente do terrorismo e da Al-Qaeda, mas vamos facilitar ao máximo a missão da Liga Árabe", afirmou o vice-ministro dos Negócios Estrangeiros, Faïçal Meqdad, no próprio local da explosão, onde ficou uma enorme cratera. Na mesma ocasião, um dos enviados da Liga Árabe garantiu que a missão vai continuar.

O grupo com os primeiros observadores chega no domingo, com 30 a 50 elementos, mas a missão poderá ter 500. A iniciativa está a ser criticada por membros da oposição síria, sobretudo depois de ser conhecido o nome do general que vai comandar os observadores, o sudanês Mustafa al-Dabi, que esteve envolvido na repressão do Darfur.

Repressão fez
5 mil mortos, mas
há quem
mencione 6 mil

Publico (Portugal)

Ataques suicidas simultâneos fazem 40 mortos em Damasco

Dissidentes acusam regime de orquestrar atentados para intimidar observadores da Liga Árabe. Governo culpa Al-Qaeda

Rita Siza

● O Governo da Síria responsabilizou ontem a Al-Qaeda por duas explosões quase simultâneas de carros armadilhados, que fizeram pelo menos 40 mortos e mais de uma centena de feridos na capital. Mas a oposição tem outra explicação, que aponta o dedo ao regime: os atentados, alegam, terão sido encenados pelos defensores do Presidente Bashar al-Assad, com o objectivo de intimidar os membros da missão de observação da Liga Árabe que acabam de chegar ao país.

De surpresa, pela manhã, um automóvel explodiu junto à sede dos serviços de segurança do Estado. Cinco minutos mais tarde, um outro ataque tirado a papel químico, também no bairro de Kfar Sousa, à porta de um edifício que alegadamente alberga os serviços secretos.

Menos de meia hora depois dos atentados, as autoridades já tinham apurado que por trás dos atentados estavam dois bombistas suicidas. “Uma investigação preliminar indica que a responsabilidade pertence à Al-Qaeda”, divulgou o canal estatal.

Desde o início da revolta popular que começou em Março a exigir uma mudança de regime na Síria, o Governo de Assad tem repetido a mensagem de que os incidentes e a violência em manifestações e protestos são obra de *gangs* armados e organizações terroristas apoiadas por regimes estrangeiros, particularmente da Al-Qaeda.

Esta versão não convence um grupo de oposição que reúne 40 organizações, e que ontem acusou o Governo de ter convenientemente orquestrado os ataques para impressionar os observadores árabes. Em declarações à BBC, Omar Idilbi, do Conselho Nacional Sírio, estranhava que os “misteriosos ataques tenham acontecido numa zona fortemente vigiada onde é virtualmente impossível chegar de automóvel”.

Independentemente da autoria, os

atentados representam uma significativa escalada na violência que há mais de nove meses marca o quotidiano em várias cidades sírias. E as consequências são imprevisíveis: se por um lado poderão motivar mais membros do Exército a desertar e juntar-se à oposição, por outro podem conduzir à divisão sectária e ao extremismo religioso, como vem alertando o regime.

Confrontada com as explosões, uma moradora de Kfar Sousa dava conta do entrancheamento dos seguidores de diferentes ramos do islão. “Malditas sejam as suas almas”, gritava contra os membros da Liga Árabe e os dirigentes do Qatar, a nação que defendeu a aplicação de sanções contra a Síria. “Nunca houve nenhuma diferença entre sírios, sunitas, cristãos e alauitas. Mas é isso que [o primeiro-ministro do Qatar] Hamad quer. Se é para ser assim, os alauitas primeiro”, explicou à Associated Press.

Mascarar a realidade

Os Estados Unidos emitiram uma nota de condenação veemente da violência na capital síria. “Não existe nenhuma justificação para o terrorismo”, sublinhou o porta-voz do Departamento de Estado. O mesmo responsável deu conta da preocupação norte-americana com a segurança da missão de observação da Liga Árabe. “É crucial que estes ataques não impeçam o trabalho crítico dos monitores que viajaram com o objectivo de proteger a população e documentar e impedir violações dos direitos humanos.”

Já o Governo francês não deixou de exprimir dúvidas quanto à origem dos ataques. O porta-voz do ministro dos Negócios Estrangeiros lembrou que nos últimos dias o Governo sírio levou a cabo uma série de acções, entre as quais a transferência de presos políticos para prisões secretas, “para mascarar a realidade da repressão” do regime.

El Pais (Espagne / Spain)

El terrorismo suicida sacude Damasco

Dos coches bomba causan decenas de muertos cuando arranca la misión en Siria de la Liga Árabe y en medio de una ola de represión ● La autoría es un misterio

ANA GARRALDA
Jerusalén

Dos atentados dirigidos contra los servicios de seguridad causaron ayer al menos 40 muertos en Damasco coincidiendo con la llegada de una misión de observadores de la Liga Árabe que busca una salida a la crisis tras nueve meses de protestas contra el régimen de Bashar el Asad. Ninguna organización ha reivindicado todavía la autoría. "Tenemos más de 30 muertos y más de 100 heridos como consecuencia de los dos atentados", declaró el viceministro sirio de Relaciones Exteriores, Fayez Meqdad, tras acudir al lugar de uno de los ataques.

Un comunicado de prensa distribuido posteriormente señaló que la autoría podría atribuirse a una célula de Al Qaeda que se habría infiltrado dos días antes en el país procedente de Libano, cuyos servicios de inteligencia habrían informado a los sirios. De acuerdo con esta hipótesis, Al Qaeda estaría echando leña al fuego de la revuelta siria para boicotear la misión de observación punzante.

Los dos coches bomba estallaron en el barrio de Kfir Suqhi. El primer vehículo hizo detonar los explosivos al intentar forzar su entrada en un complejo del Directorio de Seguridad General, mientras el segundo lo hizo cuando se encontraba aparcado frente a unas de las oficinas de la calle del Servicio de Inteligencia. "El terrorismo quiso que la primera jornada de los observadores en Damasco fuera trágica, pero el pueblo sirio ha sido fuerte a esta máquina de matar", agregó Meqdad, que también responsabilizó a Occidente de instigar las revueltas contra el régimen de Bashar el Asad.

La ONU estima en 5.000 el número total de muertos desde que comenzaron las protestas y la represión posterior, en marzo pasado, aunque algunas organizaciones de derechos humanos elevan la siniestra estadística a más de 6.000. Frente a esta cifra de víctimas civiles las autoridades aseguran que también habrían muerto unos 2.000 miembros de las fuerzas de seguridad,



Escenario de uno de los atentados con coche bomba que ayer golpearon un céntrico barrio de Damasco. (ULCIPAP TALAM (AP))

objetivos de atentados como los de ayer y de emboscadas perpetradas por milicias chiíes como el autodenominado Ejército Sirio Libre.

Organizaciones de derechos humanos han señalado que el régimen sirio, en una nueva escalada de la represión en regiones favorables a la oposición, ha asegurado sus ataques en la zona de Jebel al Zawiya, al noroeste de Siria y cerca de la frontera con Turquía, donde en los últimos días se ha informado de la muerte de 160 personas. El incidente más grave se habría registrado en el pueblo de Kafir Owaid, documentado en un vídeo colgado en Internet donde aparecen decenas de cadáveres.

Los atentados eclipsaron los llamamientos formulados por activistas prodemocracia para protestar contra la misión de observadores de la Liga Árabe, por temor a que su despliegue provo-

Una hipótesis apunta a que Al Qaeda está detrás de los atentados

200 observadores de la Liga Árabe han de verificar el cese de la violencia

que una reacción aún más dura por parte del Gobierno contra los manifestantes. Precisamente el día anterior llegaba a Damasco una avanzada de esta misión, compuesta por una docena de agentes de seguridad y de personal legal de la Secretaría General de la Liga Árabe.

La misión de observación está encabezada por el veterano ge-

neral saudí a Muhamed Ahmed Mustafá al Dabi y tiene previsto desplegar entre 150 y 200 observadores durante los próximos días. Su mandato será el de verificar el "cese de la violencia por todas las partes y asegurar la liberación de todos los detenidos en relación con la actual crisis", de acuerdo con el texto de la resolución, aprobada hace un mes por 19 de sus 22 miembros. No obstante, muchos líderes opositores sirios coinciden en que la decisión gubernamental de aceptar esta misión después de varias semanas de indecisión no deja de ser una maniobra para evitar que la Liga Árabe eleve el caso ante el Consejo de Seguridad de Naciones Unidas.

Algunos de estos líderes rebeldes sirios han llegado incluso a acusar al propio servicio de inteligencia de orquestar los ataques para sembrar un mayor caos y aislar a los observa-

res. Sea quien sea el autor, los ataques emitidos por la televisión estatal siria y por el canal libanés Al Manar recordaban los vividos el pasado jueves en Bagdad, donde una quinena de atentados de diverso tipo se cobraba al menos 70 muertos.

La retirada del Ejército estadounidense de Irak hace cinco días podría haber supuesto el comienzo de una nueva etapa de enfrentamientos fratricidas entre árabes. Siria, de mayoría sunita, se encuentra gobernada desde hace décadas por la secta de los alauíes —a la que pertenece la familia El Asad y gran parte de la clase gobernante—, de la misma forma que Irak se encuentra gobernado por el primer ministro chií Nuri al Maliki. Ambos mandatarios gozan del apoyo de Irán, que, además de patrón del movimiento Hezbolá en Libano, apoya otras milicias chiíes.



El grupo de observadores de la Liga Árabe contempla el lugar donde explotó un coche bomba ayer en Damasco. / LOUJI BISHARA (AFP)

La oposición a El Asad cierra filas

La portavoz del Consejo Nacional Sirio afirma que su organización reagrupa ya al grueso de los adversarios del régimen y se coordina con los desertores

IGNACIO CEMBRERO
Madrid

Ya están casi todos y empiezan a diseñar una hoja de ruta para la transición en Siria. El Consejo Nacional Sirio (CNS) reagrupa "al grueso de los movimientos de oposición" al régimen del presidente Bashar el Asad y "comparte un enfoque de cómo debe desarrollarse la transición pacífica", explica Basma Kodmani, su portavoz, en conversación con este periódico.

La rebelión empezó en Siria hace más de nueve meses y la represión se ha cobrado más de 5.000 muertos, según la ONU. A ellos hay que añadir miles de desaparecidos.

La oposición ha tendido en organizarse, pero el pasado fin de semana sus miembros cerraron filas en Gantart (Túnez) bajo la batuta de su presidente, el académico Barham Ghaliya, y de su

portavoz, la politóloga Kodmani, ambos residentes en París.

Justo a estos intelectuales, defensores de la izquierda, conviven en la asamblea del CNS otras corrientes políticas como los Hermanos Musulmanes, otras tendencias islamistas, defensores de los derechos humanos, cristianos —sobre todo sirios—, laicos e incluso siríacos como Nibraz el Padel. El presidente El Asad pertenece a esta minoría religiosa que controla los servicios de seguridad y la cúpula militar.

En la asamblea de 250 miembros, que elige un comité ejecutivo y una secretaría, faltan unos pocos como, por ejemplo, el grupo de intelectuales que dirige en Damasco Hassan Abdul Aziz. Tampoco acudió a la cita de Túnez el Ejército Libre de Siria (ELS), que, compuesto por un puñado de desertores, se encuentra en el este de Turquía y empieza a recibir golpes dentro del país.

Ser opositor sí o no es difícil ni siquiera en el exilio. En España algunos de sus miembros han sido amenazados y en Francia Ghaliya y Kodmani son escoltados por la policía las 24 horas del día desde que, a principios de octubre, se creó el CNS y fueron elegidos para su presidencia.

"Somos representantes del exilio y de los que luchan dentro", recalca Kodmani, que en 1968 llegó a París de la mano de sus padres exiliados y dirige la Iniciativa Árabe para la Reforma, un proyecto sobre transiciones democráticas en el que colaboran institutos árabes y occidentales.

"Los Hermanos Musulmanes aceptan de buen grado la diversidad de la sociedad", prosigue la portavoz. Algún grupo opositor lanzó pletas, en cambio, problemas "porque reivindica el derecho a la autodeterminación", lamenta.

Tayyar Alami, el cédice exresponsable de la televisión Al Yawza residente en Gantart, sostiene, sin embargo, que el CNS "no cuenta con el pleno respaldo de los que se manifiestan dentro del país". "Los de dentro asumen que los de fuera apuesten con más firmeza por una intervención extranjera, se adegüen sea, que por la hemorragia de muertos", añade Alami, de origen sirio y que declinó, por razones personales, ingresar en el CNS.

A principios de mes Ghaliya, presidente del CNS, aún rechazaba tajantemente en Sofía cualquier intervención, pero el lunes, en Túnez, se declaraba partidario de la creación de "zonas seguras" para civiles mediante una "utilización limitada" de la fuerza. ¿Quién la explicaría? "Primero la Liga Árabe y solo en el peor de los casos", responde Kodmani. "Es verdad que estamos muy cerca de ese

escenario", reconoce. Es dudoso que los árabes tengan capacidad militar para organizar una operación.

Las modalidades de empleo de la fuerza han originado también desavenencias, ahora casi superadas, entre el CNS y el ELS, que dirige el coronel Riyyad el Asad. El CNS aceptó que los militares desertores pudieran defender con sus armas a los civiles agredidos, pero no que tomaran la iniciativa.

"Es insostenible que pasen a la ofensiva", afirma Kodmani. "La revolución debe ser pacífica". Aun así, pareciera antinómica, el ELS "se ha colocado bajo la autoridad política del Consejo".

El periodista Alami, que ha invitado a España a cédices dis-

La calle en Siria desea cuanto antes una intervención militar extranjera

Los responsables del Consejo Nacional Sirio son escoltados día y noche en París

identes, sostiene que al CNS aún le falta una "visión clara" de cómo desarrollar la lucha y la transición. "La vamos perfilando", asegura Kodmani. "Estamos ya claro que no puede empezar mientras El Asad permanezca en el poder", señala. "Debe marcharse".

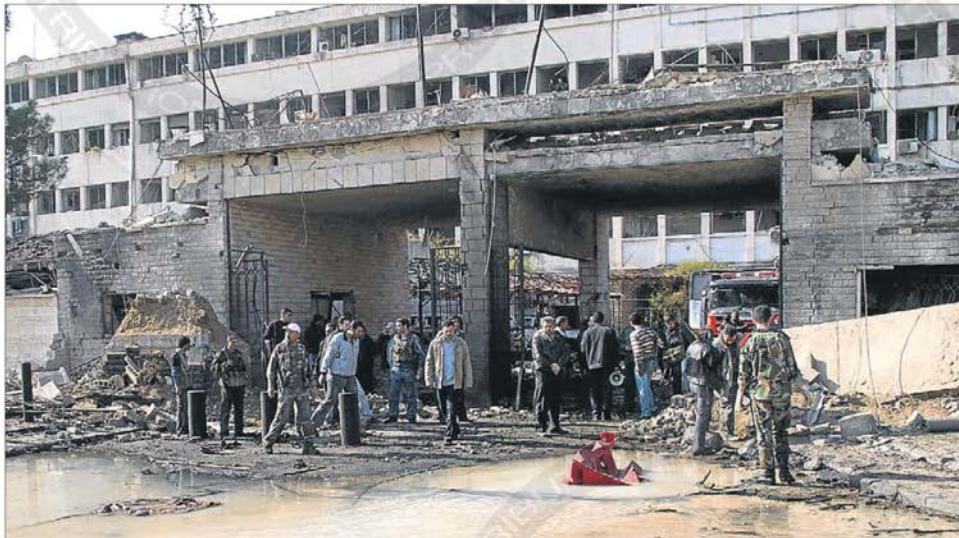
¿Estaban dispuestos a concederle inmunidad a cambio de su renuncia? "Estamos a favor de todo aquello que contribuya a la paz social y la reconciliación", responde evasivamente. "Las ofertas que hacemos hoy no serán válidas dentro de un mes", añade dando a entender que no siempre se le brindará a El Asad la opción de largarse por los buenos.

A diferencia del Consejo Nacional de Transición de Libia, el de Siria no ha obtenido ningún reconocimiento internacional. A Kodmani no le preocupa. "Estamos en contacto permanente con los Gobiernos árabes, europeos...", subraya. "El pleno reconocimiento significaría que deben cerrar sus Embajadas en Damasco, algo que no deseamos porque los embajadores son testigos incómodos de la represión y traicionan información sensible a sus capitales".

La Vanguardia (Espagne / Spain)

Masacre sospechosa en Damasco

El doble atentado en pleno centro es atribuido a Al Qaeda y deja 44 muertos



Primer atentado suicida. La agencia oficial SANA difundió esta imagen del edificio central de la Agencia de Inteligencia General, situada en el acomodado barrio damasceno de Kfar Susa, objetivo del primer atentado suicida de la revuelta

DAMASCO Agencias

Dos explosiones sacudieron ayer por la mañana el centro de Damasco. Murieron al menos 44 personas y 166 resultaron heridas. El Gobierno las atribuyó a dos atentados suicidas cometidos por Al Qaeda. La oposición y muchos testigos, sin embargo, consideran que fue el propio régimen quien cometió la masacre para convencer a los observadores de la Liga Árabe de que en Siria no hay ninguna revuelta popular sino una ofensiva terrorista contra el régimen de Bashar el Asad.

Los hechos son confusos. Las explosiones fueron muy potentes. Destrozaron un edificio de la

inteligencia militar así como otro de la Agencia de Inteligencia General, situados en el barrio de Kfar Susa. Hubo un intervalo de cinco minutos entre una y otra. Luego se escucharon disparos. Media hora antes, según varios testigos, las calles adyacentes habían sido cerradas.

Apenas 20 minutos después del doble atentado, cometido con coches bomba, la televisión estatal difundió imágenes de cuerpos destrozados y vinculó a Al Qaeda con la tragedia. Indicó que los muertos eran civiles y militares.

Los vecinos explicaron que las sacudidas habían sido importantes. Rompieron las ventanas en un radio de 200 metros. Omar al

LOS MUERTOS

Más de 5.000, según la ONU

■ La ONU, que tiene prohibida su entrada en Siria, ha contado más de 5.000 muertos desde el inicio de la revuelta hace nueve meses. Esta cifra no incluye los más de 200 de esta semana. El Gobierno sirio, por su parte, asegura que los rebeldes han matado a más de 2.000 militares y agentes de policía.

Khani, uno de estos vecinos, miembro, además, de la Comisión General de la Revolución Siria (oposición interior), señaló que los agentes de seguridad que vigilaban los dos edificios no se inmutaron: "Siguieron tomando té en un café cercano después de las explosiones".

Salman Shaik, experto del instituto Brookings en Doha, explicó: "No hay antecedentes de Al Qaeda en Siria. Las fuerzas de seguridad no han perdido el control hasta el extremo de que estas explosiones parezcan lógicas".

Al parecer, el Gobierno libanés -favorable al régimen de Damasco- advirtió el jueves de que una célula de Al Qaeda había entrado

en Siria desde Ersad, en el norte de Líbano. No hay, sin embargo, ninguna prueba de ello.

A principios de semana, Ualid al Mualem, ministro de Asuntos Exteriores, predijo que la Liga Árabe confirmaría que el régimen de Bashar el Asad lucha contra una organización terrorista.

UN GOLPE CONVENIENTE

Las explosiones dan peso al argumento de El Asad de que lucha contra terroristas

SIN PRECEDENTES

Al Qaeda no tenía presencia en Siria ni los rebeldes tanta potencia de fuego

Los observadores de la Liga Árabe llegaron el jueves a Damasco y una de las primeras cosas que hicieron fue visitar ayer el lugar de los atentados. Samir Seif el Yazal, jefe de la misión, indicó que "lo más importante ahora es que las cosas se calmen".

La Liga Árabe, que ha suspendido a Siria, exige que las tropas se retiren de las calles y que los presos políticos sean puestos en libertad. También pide que el Gobierno inicie un diálogo con la oposición.

El de ayer fue el primer atentado suicida desde el inicio de la revuelta contra Bashar el Asad el pasado mes de marzo.

El 20 de noviembre, tanto la sede del partido Baas como la del Ministerio de Información, también en el centro de Damasco, fueron blanco de un ataque con cohetes. Fue de noche y no causó muertos ni heridos. El origen del ataque no quedó claro.

CONTINÚA EN LA PÁGINA SIGUIENTE >>

El Mundo (Espagne / Spain)

El terror se suma a la revolución siria

- Un brutal atentado atribuido a Al Qaeda recibe a los observadores de la Liga Árabe
- La oposición acusa a Asad de estar tras los dos coches bomba que dejaron 44 muertos

Viene de primera página

Las autoridades de la nación árabe se apresuraron a vincular la devastadora acción con los radicales de Al Qaeda y como prueba de su presencia en la algarada popular.

Sin embargo, la oposición siria se mostró reticente a aceptar la tesis oficial sobre lo ocurrido en Damasco y Omar al-Hiti, uno de sus portavoces en Beirut, admitió que las explosiones eran «muy misteriosas» porque ocurrieron en una zona muy vigilada y de muy difícil acceso en coches. De hecho, muchos opositores acusan al Gobierno de estar detrás de los ataques para justificar la represión y sabotear la labor de los observadores de la Liga Árabe.

La hipótesis oficial fue también desmentida por el principal jefe militar de la insurgencia que se opone al poder liderado por Bashar Asad, el coronel Riyad Asad, que en una entrevista con Al Yazeera recordó que sus hombres no disponen de la capacidad logística para llevar a cabo tal armamento ya que sólo tienen «armatrazes ligeros».

Las grabaciones de los periódicos locales permiten apreciar el grave daño que sufrió el edificio de la dirección de Seguridad General, uno de los servicios de inteligencia que más se han significado en la represión de la revuelta popular y cuyo jefe, el general Ali Mamluk, se encuentra incluido en la lista de personajes del régimen sancionados por EEUU desde abril.

El segundo objetivo fue una de las oficinas de la inteligencia militar, otra unidad especialmente activa en la violencia apadrinada por el régimen. El jefe de esta agrupación, Abdel Fatah Qudus, también figura en la lista negra de Washington y como Mamluk se cuenta entre los personajes más cercanos a Asad.

El responsable de la inteligencia militar en el área de Damasco, el general Rusmon Ghazaleh -un personaje conocido por su influencia y mañas en el escenario libanés- no excluyó que en las próximas fechas se registrasen otros sucesos de este tipo y usó el atentado para incidir en la tesis de una conspiración foránea contra Damasco. «Lucharemos contra ese proyecto hasta la última gota de sangre», dijo en presencia de varios informantes.

Los responsables sirios indicaron que la delación registrada tiene a las instalaciones de la inteligencia



Varios sirios observan un cadáver que yace en el lugar del atentado contra el cuartel general de inteligencia, ayer, en Damasco. AFP

militar fue el producto de casi 300 kilos de explosivos y mató a una quinena de personas, incluido a un general retirado. La información permitió apreciar el enorme socavón que dejó el estallido, muros derruidos y automóviles reducidos a chatarra.

El régimen aprovechó la trágica circunstancia para que el escenario de los atentados fuera el primer lugar que visitaran los miembros de la delegación de observadores de la Liga Árabe que llegaron el jueves al país.

«Dijimos desde el principio que esto es terrorismo. Están masando al ejército y a civiles», manifestó el portavoz del Ministerio de Exteriores sirio, Riyad Mekdad. «Estamos aquí para ver los hechos sobre el terreno. Esto es lamentable, la situación se debe que calma», dijo Sameer Self al-Yazal, del equipo de representantes de las naciones del entorno.

Peró, pese al énfasis de Damasco, el territorio sirio ha venido siendo objetivo de la acción de grupos extremistas mucho antes de la presente insurrección popular y desde que la invasión de Irak acrecentó la influencia de esos movimientos en to-

El 27 de septiembre del 2008 un coche bomba explotó en otra instalación de los servicios de seguridad cobrándose la vida de al menos 17 personas. Dos meses más tarde la información emitió la confirmación de varios miembros del grupo Rash al Is-

nome del Líbano. Las fuerzas de seguridad sirias protagonizaron también varios enfrentamientos a tiros en la capital en 2004 y 2006, incluido uno con un grupo de activistas que tenían por objetivo atacar la embajada de Estados Unidos.



Uno de los hombres tiroteados, ayer, en Homs. AFP

Facebook contra la Liga

Los opositores convocaron ayer otra manifestación a través de Facebook para protestar contra la misión de los observadores de la Liga Árabe que acaban de llegar a suelo sirio. Los activistas consideran que Asad ha permitido la entrada de los enviados al país sólo como una maniobra diplomática. En su opinión, con ello lo único que busca el régimen sirio es evitar que Naciones Unidas pase de las palabras a la acción. La oposición espera a que el Consejo de Seguridad ordene la creación de zonas de seguridad en el territorio insurrecto o en Yarmouk con el fin de que puedan refugiarse en ellas decenas de miles de sirios y activistas.

han asumido la autoría del atentado. Damasco, sin embargo, nunca aclaró cómo cientos de miembros de esa agrupación fundamentalista habían conseguido atravesar Siria e instalarse en 2006 en el campo de refugiados de Nisr al Barad, en el

Los estallidos en la capital consiguieron eclipsar la violencia apadrinada por el régimen, que según el Observatorio Sirio de Derechos Humanos volvió a matar a 14 civiles, en su mayoría en la arribada ciudad de Homs.

ABC (Espagne / Spain)

El terrorismo suicida irrumpe en la revuelta siria

► El régimen acusa a Al Qaida de un doble atentado con coche bomba, pero la oposición cree que el ataque fue planificado por el Gobierno

DANIEL IRIARTE
CORRESPONSAL EN ESTAMBUL

A penas un día después de que la misión de observadores de la Liga Árabe aterrizase en Damasco, dos atentados suicidas con coches bomba sacudieron ayer la capital siria, matando a al menos 44 personas e hiriendo a más de cien. Los ataques fueron realizados contra dos edificios de los servicios de espionaje sirios, si bien la mayoría de las víctimas son civiles.

«Lo hemos dicho desde el principio, esto es terrorismo. Están matando a soldados y civiles», declaró el viceministro de Exteriores, Faysal Mekdad, desde el lugar de uno de los atentados, donde en aquel momento todavía podían verse cadáveres por el suelo. Las autoridades sirias se apresuraron a trasladar hasta allí al jefe de la misión observadora de la Liga Árabe, Samir Seif El-Yazal, quien prefirió mostrarse cauto. «Estamos aquí para ver los hechos sobre el terreno... Lo que estamos viendo hoy es condenable. Lo más importante es que las cosas se calmen», declaró.

La versión oficial del régimen es que se trata de terroristas de Al Qaida que se habrían introducido en Siria desde territorio libanés. «Las autoridades libanesas nos advirtieron hace dos días de que un grupo de Al Qaida se infiltró en Siria desde Ersal [una lo-

calidad del norte de Líbano]», aseguró ayer el portavoz gubernamental Yihad Makdesi. «Los suicidas de hoy han causado la muerte de unas cuarenta personas, y heridas a más de 150. Los que dicen buscar la libertad deberían saber que esta no es la forma de lograr la democracia», aseguró. No obstante, el Consejo Nacional Sirio, el órgano que trata de coordinar las diferentes tendencias dentro de la oposición, apuntó que el propio régimen habría orquestado estos atentados para «desorientar a los observadores de la Liga Árabe», aunque no llegó a acusarles directamente.

«Se trata de un intento de demostrar que el régimen se está enfrentando a un peligro radical y no a una revolución popular», aseguró uno de sus portavoces, Omar Idlibi. «Estas explosiones son muy misteriosas, porque han ocurrido en áreas muy bien defendidas, a las que es muy difícil que acceda un coche», indicó Idlibi. «La presencia de observadores de la Liga Árabe ha forzado que el régimen haga estas declaraciones para asustarles, para que no viajen por Siria. Hay un intento de que la Liga Árabe y la opinión pública inter-

Hubo al menos 44 muertos
Fueron dos ataques llevados a cabo contra sendos edificios de los servicios de seguridad sirios

nacional crea que Siria está bajo el peligro del terrorismo de Al Qaida», dijo.

Las explosiones se produjeron en torno a las 10.15 de la mañana en los cuarteles generales de la Agencia General de Inteligencia y de una sección de la inteligencia militar. De acuerdo con los testigos, inmediatamente después tuvo lugar un intenso intercambio de fuego, aunque no se ha podido determinar en qué circunstancias se produjo. Expertos militares indicaron que la explosión más potente produjo un cráter de dos metros de profundidad y de casi un metro y medio de diámetro. Una de las víctimas fue el brigadier general Rostom Gazali, que dirigía la inteligencia militar en Damasco, y estaba encargado de la represión de las protestas en la región de Deraa. Gazali, antiguo jefe de la inteligencia siria en el Líbano y muy cercano al presidente Bashar al Assad, era uno de los hombres más poderosos del régimen, y había sido sometido a sanciones internacionales estadounidenses.

Los atentados de este tipo son muy raros en Damasco. El último tuvo lugar en septiembre de 2008, cuando otro coche bomba mató a diecisiete personas e hirió a otras catorce en una mezquita chií. Esta acción fue atribuida a Fatah Al Islam, un grupo terrorista sumi vinculado a Al Qaida.

Pero los atentados no fueron los únicos actos de violencia que han tenido lugar en Siria en las últimas horas. Al menos ocho personas murieron en Homs a manos de las fuerzas de seguridad en manifestaciones contra el régimen. Según los Comités de Coordinación Local, la plataforma que organiza las protestas de la oposición, las autoridades abrieron fuego contra



los manifestantes que salían de la mezquita de Omar, en el barrio de Jandali de esta ciudad. También hubo protestas en Deir Az Zor y en Alepo, duramente reprimidas por las fuerzas del orden, si bien se desconoce si se produjeron víctimas.

Il Manifesto (Italie / Italy)

Giuseppe Serrà

Due kamikaze lanciati contro due sedi dei servizi di sicurezza a Damasco hanno provocato ieri mattina circa 40 morti e oltre 100 feriti. È la prima volta che si verificano simili attentati nel cuore della capitale siriana. Le esplosioni sono avvenute a pochi minuti di distanza l'una dall'altra e hanno colpito la Direzione generale della sicurezza e la sede di un'altra agenzia dell'intelligence nell'area di Kati Sana.

Intensificata la reazione del governo che, attraverso la tv di stato, ha attribuito gli attentati a miliziani di al Qaeda, smentendo, a conferma di questa affermazione, di aver avuto nei giorni scorsi dal Libano notizie che i terroristi si stanno ritirando in Siria. Per l'opposizione del Consiglio nazionale siriano (Cns) invece gli attentati sono opera del governo. «C'è il regime dietro gli attentati compiuti questa mattina (ieri per chi legge, ndr) a Damasco. Lo sostiene anche Haid Asaad, leader del cosiddetto Esercito siriano libero che rifiuta i miliziani che hanno disertato dall'esercito regolare siriano, in una intervista alla tv satellitare al Jazeera. «Non siamo entrati a questa vicenda che fa gli interessi del regime il quale in questo modo dimostra agli osservatori arabi che nel paese condiziona il terrorismo», ha aggiunto Asaad.

Gli attentati si sono infatti verificati a poche ore dall'arrivo a Damasco della prima squadra di osservatori arabi incaricati di preparare la relazione della Lega araba, che dovrebbe monitorare la fine delle violenze da entrambe le parti, il ritiro dei miliziani dalle strade e il rilascio degli oppositori in carcere. Ad aumentare la tensione nella regione ha contribuito anche la dichiarazione dell'ex primo ministro libanese Saad Hariri, ex ministro della Difesa, che ha detto che il regime di Damasco, proprio come sostenuto dal Cns, ha ammesso i fatti su Twitter.

Quelle degli attentati non sono le uniche vittime della giornata di ieri: almeno 14 sono i civili uccisi dai miliziani, la maggior parte a Hama, durante la protesta del Protocollo della morte che come ogni venerdì ha mobilitato l'opposizione al regime in varie città siriane. Secondo dati dell'Onu sarebbero oltre 5.000 i civili uccisi e migliaia i diseredati da quando il regime ha protestato contro il regime, accoppiata nel mese di marzo.

La Siria sta precipitando nel baratro di una guerra civile dopo il passaggio all'opposizione di parte del Esercito di Asaad, che si sono scontrati con quelle regolari provocando numerose vittime. Gli oppositori del Consiglio nazionale siriano, che siedono in piazza ormai da nove mesi, hanno chiesto ai miliziani che si sono schierati contro Bashar al Assad di essere solo protetti rifiutando uno scontro armato con il regime. L'opposizione siriana vuole evitare la deriva libica.



SIRIA • Due attentati suicidi nel cuore della capitale provocano 40 morti e oltre 100 feriti

Kamikaze contro l'intelligence

A poche ore dall'arrivo a Damasco della prima squadra di osservatori arabi, aumenta la tensione nel paese scosso dalle proteste. I dissidenti accusano il regime

Ai di là delle diverse attribuzioni gli attentati di ieri pongono inquietanti interrogativi: è stata una mossa del regime per screditare l'opposizione, oppure Asaad non è più in grado di garantire la sicurezza dei propri apparati e di evitare persino un attacco ai propri servizi di intelligence?

Nel secondo caso il regime sarebbe vicino alla sua fine e questo potrebbe rappresentare una destabilizzazione per tutta l'area, non a caso l'Occidente, così solerte ad intervenire in Libia, è molto più cauto nella Siria.

Gli attentati di ieri aprono comunque una drammatica escalation nella violenza e anche nell'internazionalizzazione del conflitto. Lo scontro in atto in Siria è tra la componente araba (con appartenenza la famiglia al-Assad) e quella sunnita. Lo schieramento araba è guidato dall'Iran e comprende i partiti religiosi intransigenti, al potere a Baghdad, e gli Hezbollah libanesi (ri-tenendo in gioco anche i diversi schieramenti del Libano, il paese più dipendente dall'evoluzionismo siriano), mentre quello sunnita è ca-

pozzato dall'Arabia saudita e dai paesi del Golfo con in prima fila il Qatar. Sono i paesi del Golfo a finanziare i partiti islamisti sunniti moderati. — Pratici musulmani esigenti e filo-sauditi in Tunisia, tra gli altri — ma anche le componenti religiose libiche.

Lo scacco del Qatar, che ha sponsorizzato l'intervento occidentale in Libia, oltre al soldo per la propaga-

da a favore degli islamisti dispone anche della tv satellitare al Jazeera. Questi regimi stanno giocando il tutto per tutto per evitare il contagio della rivolta araba. Per impedire che i messaggi che circolavano anche nei siti sunniti portassero la protesta nelle piazze della rivoluzione libanese, il re Abdullah ha investito 130 miliardi di dollari in servizi sociali — costruzione di case, sostegno ai disoccupati, etc.

Ieri, il ministero degli Esteri dell'Arabia saudita, che aveva già ridotto al minimo il personale diplomatico presente in Siria, ha deciso di chiudere la propria ambasciata a Damasco e di rimpatriare i suoi addetti.

In questo scontro tra sunniti e sciiti l'Iraq potrebbe diventare la linea del fronte se il regime di Asaad dovesse cadere e il potere finire nelle mani della maggioranza sunnita. Non a caso il premier iracheno al-Maliki, appena partiti gli americani, ha rafforzato i legami già consolidati con Teheran e accorciato lo scontro con la componente sunnita del suo governo.

Che l'Iraq sia la prima linea si è visto in questi giorni con la ripresa degli attentati a Baghdad.

Dopo questi attentati di Damasco tutti gli arsenali sono puntati e intensificheranno anche l'evoluzione dello scontro in atto in altri paesi arabi, in particolare in Egitto.

IRAQ

La tensione resta alta nel governo

Tensione sempre alta in Iraq. Al centro, il conflitto tra il primo ministro Nuri al-Maliki, esponente della maggioranza sunnita del paese, e il vicepresidente sunnita Tarek al-Haidari, insediato da un mandato di cattura per terrorismo. Dal Kurdistan insieme in cui si è rifugiato, quest'ultimo ha dichiarato: «Il primo ministro Nuri al-Maliki dovrebbe preoccuparsi della sicurezza del paese piuttosto che perseguitare politici». «Con i suoi comportamenti irresponsabili al-Maliki ha trasformato una crisi nazionale che ora non è facile controllare». Per al-Maliki, dietro gli attentati che, l'autunno, hanno ucciso almeno 10 civili e ferito 200 persone a Baghdad, ci sono una precisa strategia politica volta a destabilizzare il processo politico in corso. Gli attentati si sono verificati pochi giorni dopo che il premier aveva chiesto ad Haidari di consegnarsi alla magistratura.

Egitto / L'ESERCITO SOTTO ACCUSA SERRA I RANGHI

Le indignate tornano in piazza per celebrare il venerdì dell'onore

Giuseppe Accorcia
L. OBI

Indignate per il comportamento dell'esercito, tornano in piazza le donne egiziane. Sono con loro, studenti di Al-Azhar, giovani del movimento e i ragazzi che hanno incrociato via Kasr Al-Aini. I manifestanti del venerdì dell'onore sono contro i militari e

mo ministro, che non ha mai potuto raggiungere la sede del governo, aveva dichiarato di attendere il risultato delle parlamentari per tornare il nuovo esecutivo. Solo un'alleanza tra laici e al-Sharia e giustizia potrebbe evitare i salafiti del Nour, secondo partito in Egitto. Ma liberali e socialisti dovrebbero accelerare la ricerca: invece alla Presidenza di influenzare il voto all'interno dei gruppi elettorali con la distribuzione di carne

Daily Telegraph (Royaume-Uni / United Kingdom)



World News

Syrian blame game after devastation in Damascus

By Richard Spencer and Christine Mearns
 THE Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for huge explosions that ripped through two government intelligence buildings in Damascus, killing at least 10 people.

In a related bid to Syria's warring civil conflict, with some opposition and some government forces claiming responsibility for the attacks, the Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks.

The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks.

The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks.

The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks.

The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks.

The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks.

Were attacks the work of the regime or the rebels?

ANALYSIS
 By Christine Mearns and Richard Spencer
 THE growing question about whether the devastation in Damascus is the work of the Syrian government or the rebels is still being debated. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks.

The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks.

The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks. The Syrian government and opposition have both accused each other of responsibility for the attacks.

Le Nouvelliste (Canada)

Syrie: Ottawa impose des sanctions

Le ministre des Affaires étrangères John Baird en a fait l'annonce hier

La Presse Canadienne

Ottawa a déclaré le ton contre la Syrie, hier, avec l'annonce de nouvelles sanctions contre le régime contesté du président Bachar El-Assad.

Le ministre des Affaires étrangères, John Baird, a par ailleurs critiqué les Nations unies pour ne pas avoir adopté de mesures décisives pour freiner ce qu'il a qualifié de violations incontestables des droits de la personne.

Le ministre Baird a fait savoir que le Canada gèle les avoirs du gouvernement syrien, interdit les importations provenant de ce pays du Proche-Orient - à l'exception de la nourriture -, de même que les exportations d'équipements pour la surveillance des communications téléphoniques et Internet, incluant les logiciels.

«El-Assad est isolé. Sa réputatione démonstration de violence doit cesser pour de bon. Il doit partir», a affirmé le ministre conservateur.

Plus de 5000 Syriens ont été tués par les forces du président syrien dans le cadre de la répression des manifestations populaires antigouvernementales.

Le ministre Baird a fastigé le Conseil de sécurité de l'ONU pour son incapacité à condamner la violence en Syrie ou encore à s'entendre sur l'adoption de



Des gens armés ont scandé des slogans sur le site de deux attentats à la voiture piégée ont fait au moins 40 morts dans un quartier abîmé de Damas, hier. PHOTO: ASSOCIATED PRESS

mesures plus musclées, comme des sanctions ou une intervention militaire.

«Ce n'est pas un bon jour pour le Conseil de sécurité de l'ONU. Il est clair que nous voulons que le conseil adopte des mesures fortes», a ajouté le ministre Baird.

«La première chose à faire des puissances occidentales, la

serait une résolution condamnant la violence. Les Nations unies ont été incapables d'agir en ce sens, encore moins d'imposer des sanctions sévères. Nous travaillons évidemment avec nos alliés, en dehors du cadre de l'ONU», a-t-il indiqué.

Les sanctions annoncées par

Turquie et la Ligue arabe ont notamment contribué à accroître la pression sur Damas. Le département d'État américain a prévenu que la répression du régime pourrait permettre au président El-Assad de se maintenir au pouvoir, mais pas pour très long temps.

Le Canada a exporté l'un des

nier vers la Syrie pour 60 millions \$ en produits, tandis que les importations de ce pays se sont chiffrées à près de 17 millions \$.

«El-Assad va tomber. Ce n'est qu'une question de temps, il n'y a pas d'avenir (pour ce régime)», a déclaré le ministre Baird.

Les affrontements armés n'ont cessé de croître, augmentant les craintes que la Syrie, avec ses 22 millions d'habitants, ne s'enlise dans une guerre civile.

Hier, deux attentats à la voiture piégée ont fait au moins 40 morts dans un quartier abîmé de Damas, selon les autorités syriennes. Les attaques visent les édifices du service de renseignement, gardés de près par les forces armées.

Les explosions surviennent au lendemain de l'arrivée au pays d'une délégation d'observateurs de la Ligue arabe, qui doivent surveiller la fin de la répression promise par Damas.

Des représentants du régime du président El-Assad ont escorté les observateurs sur la scène de ces attaques, qui sont les premiers attentats-suicides depuis le début de la contestation, en mars. Le gouvernement syrien soutient que ces attentats prouvent ce qu'il clame depuis des mois, soit que les boursifs qui secouent le pays sont liés à des actions terroristes et non à un soulèvement populaire. ■

Le Canada durcit le ton contre la Syrie

« Ce n'est pas un bon jour pour le Conseil de sécurité de l'ONU.

Vendrest, deux attonants à la



Un immigré syrien vivant en Serbie, comme plusieurs Syriens ailleurs dans le monde, manifeste son mécontentement face au régime du président Bachar El-Assad. Le Canada a durci le ton contre le régime au pouvoir hier. Plus de 5000 Syriens ont été tués dans le cadre de manifestations populaires antigouvernementales jusqu'ici.

Les explosions surviennent au lendemain de l'arrivée au pays de ces attaques, qui sont les premières attentats-suicides depuis

le début de la contestation, en mars. Le gouvernement syrien soutient que ces attentats prouvent ce qu'il clame depuis des mois, soit que les heurts qui secouent le pays sont liés à des actions terroristes et non à un mouvement populaire.

La Presse Canadienne

Le Journal de Montréal (Canada)

SANCTIONS CONTRE LA SYRIE

Baird resserre l'étou

Alors que la violence s'intensifie en Syrie, le ministre des Affaires étrangères canadien, John Baird, resserre les sanctions contre ce pays « en riposte à la répression continue et grandissante » du régime syrien contre le peuple du pays.

HUGUETTE YOUNG

Agence QMI

Les institutions financières canadiennes devront geler les actifs du gouvernement syrien, a-t-il fait savoir lors d'un point de presse dans le foyer de la Chambre des communes. Les exportations canadiennes en Syrie, dont les logiciels pour la surveillance des communications téléphoniques et des sites Internet, seront interdites. Il en va de même pour les importations en provenance de ce pays, sauf les aliments.

Ce gel des avoirs vise une liste élargie de 81 personnes associées au régime syrien et de 31 entités, dont la Al Furat Petroleum Company, Cham Press TV, Syria Trading Oil Company et le Centre d'études et de recherches syrien (CERS).

Devant l'inaction, juge le ministre Baird, des Nations unies pour « condamner » le geste des autorités syriennes à l'égard de manifestants, Ottawa entend

intensifier ses efforts diplomatiques, de concert avec l'Europe, la Grande-Bretagne, les États-Unis et la Ligue des États arabes pour faire entendre raison à la Syrie.

« On ne peut pas avoir une condamnation sans conséquence au Conseil de sécurité des Nations Unies », s'est-il plaint lors d'un point de presse.

Pour l'heure, il n'est donc pas question d'une opération militaire en Syrie, d'autant que, contrairement à la Libye, les forces d'opposition ne sont pas très bien organisées, a expliqué M. Baird.

Chute imminente

Le ministre plaide également en faveur de la création d'une zone tampon en Syrie, mais il ne se fait pas d'illusions, car le régime de Bachar al-Assad n'a fait preuve « d'aucune humanité », a-t-il déploré. Pourtant, « Assad chutera, a-t-il enchaîné. Ce n'est qu'une question de temps. »

Ottawa a annoncé l'évacuation volontaire des ressortissants canadiens en Syrie, le 15 décembre. M. Baird a relancé cet appel, hier, en disant qu'il fallait bouger rapidement, pendant que des vols commerciaux sont encore disponibles.

Le Conseil national syrien (CNS) qui représente des groupes opposés au régime syrien a dit favoriser une « société pluraliste », dans ce pays.



Syrie

Qui est derrière les attentats ?

Les Frères musulmans syriens ont démenti hier toute responsabilité dans les deux attentats suicides commis vendredi à Damas, revendiqués peu auparavant par un communiqué diffusé en leur nom. Un porte-parole de la confrérie a accusé le régime de Bachar El-Assad d'avoir « *fabriqué de toutes pièces* » cette revendication après avoir lui-même « *orchestré* » les attentats. Vendredi, le Conseil national syrien (CNS) avait déjà imputé au pouvoir la « *responsabilité directe* » des attaques, qui ont fait 44 morts. Des milliers de personnes ont pendant ce temps participé à une cérémonie funéraire à la mémoire des victimes dans la mosquée des Omeyyades.

Sana/ Reuters

New York Times – International Herald Tribune (USA)

Dozens killed in attacks on Syrian government buildings

SYRIA, FROM PAGE 1

group that helps document protests, released a higher estimate, saying that it had collected the names of 623 people who had been killed, including more than 300 women and children and 97 members of the government forces.

Casualty figures in Syria have been nearly impossible to confirm. Journalists and human rights groups are not free to move around the country and there are wide disparities between the claims of the government and those of opposition groups, and between the claims of different networks of human rights activists.

The Arab League observers are expected to monitor Mr. Assad's compliance with a plan for him to withdraw his forces from residential areas and release political prisoners. The head of the delegation, Saïd al-Yazal, said it would work with Syrian officials to decide where to send the observers. The A.P. reported. A team of military and human rights experts is scheduled to arrive in a few days.

But human rights activists said there was still no final list of observers and no clear rules for the mission. Wissam Tarif, the Arab world campaigner for Avaz, who said he was a candidate for an observer post, said the delegation was still working out details, including whether observers would travel with their own security.

Turkey added strong criticism on Thursday to the international condemnation of Syria's latest crackdown. A statement by the Turkish Foreign Ministry urged Syria to end its "policy of oppression."

The United Nations says that at least 5,000 people have died in the Syrian conflict. On Thursday, Avaz, a human rights

group that helps document protests, released a higher estimate, saying that it had collected the names of 623 people who had been killed, including more than 300 women and children and 97 members of the government forces.

Casualty figures in Syria have been nearly impossible to confirm. Journalists and human rights groups are not free to move around the country and there are wide disparities between the claims of the government and those of opposition groups, and between the claims of different networks of human rights activists.

The Arab League observers are expected to monitor Mr. Assad's compliance with a plan for him to withdraw his forces from residential areas and release political prisoners. The head of the delegation, Saïd al-Yazal, said it would work with Syrian officials to decide where to send the observers. The A.P. reported. A team of military and human rights experts is scheduled to arrive in a few days.

But human rights activists said there was still no final list of observers and no clear rules for the mission. Wissam Tarif, the Arab world campaigner for Avaz, who said he was a candidate for an observer post, said the delegation was still working out details, including whether observers would travel with their own security.



Bystanders at the site of one of the suicide car bombings in Damascus on Friday.

Opposition groups have also criticized the decision to name a Sudanese general to lead the mission — Lt. Gen. Muhammad Ahmed Mustafa al-Dabi, a former head of military intelligence who was a coordinator among the Sudanese government, the United Nations and African Union peacekeepers in Darfur.

Amr al-Wazel, a former colonel in the Syrian Army who defected to the rebels, said: "We are suspicious about these observers. Do you send a veterinarian to do a Caesarian section?"

General Dabi told Reuters that the observers would work "with complete transparency."

Across Syria on Thursday, at least 35 people were killed, including 25 in the city of Homs and 7 in Idlib, near Jebel al-Zawiyah, according to the Local Coordination Committees, an opposition umbrella group.

It would sound like a butchery report.

Egyptians protest violence

Tens of thousands of Egyptians rallied in Cairo's Tahrir Square on Friday to denounce violence against protesters, especially outraged by images of women protesters dragged by their hair, beaten and kicked by troops and demand an immediate end to military rule. The Associated Press reported.

The protesters held pictures of people killed in the deadly clashes that began last week and left at least 17 protesters dead. The scene of military troops beating and dragging women on the ground — in one incident stripping one veiled protester half-naked and stomping on her chest — shook many in the largely conservative country, where the military in power since 1953 is highly revered.

The violence has also drawn wide international criticism and increased pressure from activists for those responsible for the violence to be held accountable,

Los Angeles Times (USA)

Massive bombings hit Syrian capital

Officials blame Al Qaeda for the suicide attacks, but activists say the government staged the blasts.

ALEXANDRA ZAVIS
AND KATIE PAUL
REPORTING FROM BEIRUT

In a dramatic twist in the nine-month uprising against Syrian President Bashar Assad, government officials said Friday that two suicide car bombers detonated hundreds of pounds of explosives in front of buildings used by intelligence agencies in the heart of Damascus, the capital.

Officials quickly pointed the finger at Al Qaeda, saying the dramatic escalation in violence confirms their contention that armed terrorists are behind the unrest.

To reinforce the point, state television broadcast video of mangled body parts, burned-out vehicles and bloodied pavement against an action-movie-like soundtrack. The Interior Ministry said 44 people were killed and 166 injured.

But many opposition activists accused the government of staging the entire scene for an advance team from the Arab League, which had arrived hours before to prepare for an observer mission to determine whether Syria is fulfilling its pledge to end a deadly crackdown on antigovernment protesters who have been holding major demonstrations since March.

The Local Coordination Committees, a network of activists who organize protests and report on the violence, said security forces killed as many as 21 people Friday as thousands took to the streets after midday prayers in opposition strongholds.

The wildly divergent allegations were a pointed reminder of how difficult it is to obtain credible information about an uprising with competing narratives and few, if



MUZAFFAR SALMAN Associated Press

THE SITE of a bombing in Damascus. Officials said 44 people were killed and 166 injured. Some Syrians suspect the government. "It's very strange that the explosions happened at state intelligence," one said.

any, independent observers. Most foreign journalists have been barred from entering Syria, leaving them to piece together events from amateur videos, Facebook postings and conversations over shaky Skype connections with activists who rarely distinguish between fact and rumor. Both sides have put out inaccurate information.

The timing of the twin blasts, which happened minutes apart and could be heard across the city, was bound to raise suspicion among antigovernment activists.

Syria has been under mounting pressure to end the violence, which the United Nations says has killed more than 5,000 people. There have been calls for international intervention, a prospect certain to raise alarm among regime insiders just months after a Western-led military campaign helped topple Moammar Kadafi in Libya.

The Arab League, which last month suspended Syria's membership and im-

posed sweeping sanctions, has threatened to go to the U.N. Security Council if Syria does not comply with a regional peace initiative calling on the government to withdraw its forces from cities and towns, release political prisoners, open negotiations with its opponents and admit foreign monitors. The first observers are expected to arrive within days.

Syrian officials brought the league's advance team to the site of Friday's bombings in Kafar Sousa, an upscale neighborhood of Damascus, and addressed reporters outside the headquarters of the General Intelligence Agency, where bodies remained on the ground.

"We said it from the beginning, this is terrorism," Deputy Foreign Minister Faysal Mekdad said. "They are killing the army and civilians."

The government says more than 2,000 security personnel have been killed defending the country against Islamic extremists and armed gangs, which it alleges are incited and sup-

ported from abroad.

The head of the advance team, Samir Seif Yazal, said it had come to "see the facts on the ground."

"What we are seeing today is regretful," he said. "The important thing is for things to calm down."

The United Nations Security Council and the United States condemned the bombings.

The official Syrian Arab News Agency said the attacks were carried out by two suicide car bombers, believed to be the first time such tactics have been used in the uprising.

"Preliminary investigations indicated that the criminal attack carries the blueprints of Al Qaeda," the agency said.

Lebanese authorities warned Syria two days before the bombings that Al Qaeda had infiltrated Syria from the Lebanese town of Ersal, Syrian Foreign Ministry spokesman Jihad Makdissi said in an email.

A man with a bandaged head who was interviewed

from a hospital bed by state television said he saw one of the car bombs detonate.

"I was going to work," he said. "I took a taxi to Kafar Sousa. The explosion happened. A car, van. Its color was white. After that, we got out of the car, me and one other person, and ran in the direction of the road to Assad University Hospital."

Another man pointed angrily to his apartment building and said, "This is freedom? Breaking windows and doors? ... Come see the freedom, Arab League."

What began as a mostly peaceful uprising has turned increasingly violent in some parts of the country where military defectors have turned their guns against Assad's regime. Fighting under the banner of the Free Syrian Army, they have claimed responsibility for a number of daring attacks, including a raid last month on an intelligence headquarters on the outskirts of Damascus.

But the group's leader, Col. Riad Assad, told Al Ja-

zeera that they did not have the "tactical capability" to carry out Friday's bombings. "We only have light arms," said Assad, who is not related to the president. He said the Free Syrian Army acts only to protect protesters. But it is not clear how much control the group's leadership in Turkey has over fighters in Syria.

Rumors swirled Friday in activist circles that the government itself had set off the explosions and planted bodies at the scene. How could the government have known so quickly that Al Qaeda was behind the attacks? they asked.

Many insisted that security forces stationed nearby did not respond to the blasts but simply drank their tea.

"It's very strange that the explosions happened at state intelligence," said a 27-year-old neighborhood resident, who was afraid to be identified. "It's completely prohibited to bring a car there in front of the security branches. No one can even get out of a taxi there, or they'll immediately demand your ID. There are always security cars in front of each branch's door."

The Syrian National Council, the country's most prominent opposition bloc, said in a statement that "the Syrian regime and its security apparatus bear sole, direct responsibility for the terrorist explosions."

It alleged that the bombings were intended to dissuade the league's observers from visiting security installations and to reinforce the government's assertion that it is facing an external threat rather than a popular uprising.

The regime has said the observers will be under government protection and free to move about the country, but they will not be allowed to visit sensitive military sites.

alexandra.zavis
@latimes.com

Paul is a special correspondent. Times staff writer Ken Dilanian in Washington contributed to this report.

Jerusalem Post (Palestine occupée / Occupied Palestine)

Syria: Al-Qaida is to blame for blasts at intelligence HQ

44 killed in attack • Opposition, analysts suspect inside job • Damascus: Bombs may have been part of 'Zionist-American project'

• By OREN KESSLER

Two massive car bombs exploded outside Syrian intelligence headquarters on Friday, killing 44 people on the eve of the arrival of Arab League monitors hoping to oversee implementation of a deal to stop nine months of bloodshed.

Syrian authorities blamed the attacks on al-Qaida, but analysts and opposition members said the timing of the blasts suggests they may have been an inside job perpetrated by the government of President Bashar Assad.

The UN Security Council issued a statement denouncing the attacks and "terrorism in all its forms," but a resolution condemning Syria continues to be stalled by Russia, which has insisted both sides of the conflict be blamed equally.

Sudanese Gen. Muhammad Ahmed Mustafa al-Dabi was scheduled to arrive in Damascus late on Saturday as head of the Arab League monitoring mission.

"I am optimistic that the mission of the monitors will be successful and that events such as yesterday's blasts in Damascus will not affect the mission," he told reporters earlier in Cairo.

But the choice of Dabi to lead the delegation has already stoked criticism from human rights groups that note he was head of Sudan's Military Intelligence at a time when mass killings were taking place in Darfur.

"It is perplexing that the Arab League chose [Dabi] to



MEN PRAY at the Umayyad Mosque in Damascus yesterday next to the coffins of people killed by car bombs a day earlier. (SANA/Reuters)

lead its team monitoring the Syria regime, because of his record of turning a blind eye to human rights crimes, or worse," the US-based Enough Project said.

Dabi held a number of high-level appointments in the Sudanese government from the 1980s on.

"When he served as Sudan's former head of Military Intelligence and when he oversaw implementation of the Darfur Security Arrangement, alleged war crimes including genocide were committed on his watch," the group said.

Jamie Fly, executive director of the Washington-based Foreign Policy Initiative, said the Syrian authorities' contention that Friday's explosions were the work of terrorists rang hollow.

"I'm a bit skeptical," he told *The Jerusalem Post*. "The timing seems somewhat suspect, as it came right as the Arab League monitors were arriving, and of course the Syrians

took them to the scene immediately and accused the opposition of sowing terrorism."

Fly said he feared the Arab League monitors – the first 50 of whom are set to arrive on Monday – could be used as fig leaves to buy Damascus more time.

"I have been somewhat impressed by how the Arab League has criticized the Assad regime and imposed sanctions. But my fear is that monitors' access to a lot of locations will be severely restricted and that they will only see one side of the story," Fly said.

"Given the scope and scale of the violence we've seen over the last week, increasingly I think we need some kind of outside intervention to protect civilians," he continued. "My fear is that the Arab League won't move as quickly in that direction as

See SYRIA, Page 9

SYRIA

Continued from Page 1

long as the regime is cooperating with this concept of monitors."

The Foreign Policy Initiative was co-sponsored last week with an open letter signed by some 50 policy experts and sent to US President Barack Obama urging stronger American leadership on Syria.

Independent estimates put Syria's death toll at at least 5,000 since March, though the true figure could be much higher. The opposition Syrian Observatory for Human Rights said 15 civilians were killed by security forces outside the capital on Friday, eight of them in Homs, a bastion of the revolt.

On Saturday, thousands of Syrians chanted "Death to America" during funeral processions in Damascus for the 44 people killed the day before. Demonstrators cheered Assad, called for revenge and denounced Qatari Foreign Minister Sheikh Hamad bin Jassim al-Thani, who has become one of Assad's main Arab critics.

The crowd, carrying posters of Assad and Syrian flags, chanted, "We want your head, Hamad," "We sacrifice our souls and blood for you, Bashar," and "God, Syria and Bashar only."

The coffins, draped in Syrian flags, were lined up inside the gilded 8th-century Umayyad Mosque, one of Islam's holiest sites, in scenes shown on state TV. Many were marked "unknown."

Hamas condemned the bombings and called for a "quick" political solution to end the bloodshed.

The Islamist group that governs the Gaza Strip has its headquarters in Damascus, but diplomats say dozens of its operatives have quietly returned to Gaza as it scaled back

its presence in Syria and gauged the uncertain future of Assad. Hamas denies such reports.

The UN Security Council's statement condemned the attacks.

"Terrorism in all its forms and manifestations constitutes one of the most serious threats to international peace and security, and... any acts of terrorism are criminal and unjustifiable," it said.

Western powers say the security forces have perpetrated most of the violence in Syria. But Moscow, an old ally of Damascus, wants any UN resolution on the crisis to be even-handed.

"If the requirement is that we drop all reference to violence coming from extreme opposition, that's not going to happen," UN Ambassador Vitaly Churkin said in New York after Russia submitted a revised draft resolution to the council.

"If they expect us to have an arms embargo, that's not going to happen," he said. "The experience of Libya showed it would be one-sided and used against the government."

Saad Hariri, a former Lebanese prime minister whose father was killed in 2005 by a car bomb widely attributed to Syria, wrote on his Twitter feed that Friday's explosion "was engineered by the Syrian regime."

Hariri wrote that a supposed warning from Lebanon's Hezbollah-led, pro-Syrian government that al-Qaida operatives had infiltrated Syria this week was "fabricated by the Syrian ministry and some of its tools in Lebanon."

Syria's official SANA news agency quoted Lebanese MP Walid Sukariyeh as saying the attacks appear to benefit the "Zio-American project."

Sukariyeh, a lawmaker from Hezbollah's March 8 Alliance, said

the explosions "came in the service of the Zio-American project that rejects any solution in Syria and any call for national dialogue, and is aimed at undermining the resistance forces in the region."

"The criminality, which started with terrorist acts against the civilians and the military, has now developed into terrorist suicide operations in al-Qaida style," he told Syrian TV.

SANA also quoted Amin Hoteit, a former Lebanese Army general, as saying the "agents of the West and Israel have started carrying out the terrorist acts plan after the failure of the Zio-American-European plot to undermine Syria."

In a separate story, SANA reported that Druse residents of the Golan Heights had joined citizens across Syria in rallying against the attacks.

"The people of the occupied Syrian Golan stressed that terrorism which struck in Damascus on Friday reflects the criminality of the armed groups and their sponsors," SANA said.

"In a rally at Sultan Pasha al-Atrash Square in the occupied Majdal Shams, hundreds from Golan expressed condemnation of the twin terrorist attacks which claimed the lives of scores of citizens, stressing standing by their motherland Syria against challenges," it said.

"The people of Golan said that the attacks prove the scope of conspiracy against Syria, voicing readiness to sacrifice their blood for preserving the dignity of Syria."

Reuters contributed to this report. •

HAMAS

Continued from Page 1

security coordination between the Palestinian Authority and Israel in the West Bank.

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

Les députés du Futur dénoncent les propos de Ghosn sur la présence d'el-Qaëda à Ersal

Les propos tenus mercredi par le ministre de la Défense, Fayez Ghosn, au sujet de terroristes d'el-Qaëda franchissant la frontière au niveau de Ersal ont provoqué maintes réactions dans les rangs des députés du courant du Futur.

Le député de la Békaa-Ouest Jamal Jarrab s'est étonné si « le gouvernement veut faire croire à l'opinion publique qu'il existe des terroristes à Ersal pour la distraire des événements qui se passent au Liban-Sud, notamment les attaques menées contre la Finul

et les obus lancés contre Israël, ou s'agit-il simplement de couvrir une future opération armée contre Ersal ou contre une communauté déterminée, comme c'était le cas avec Fateh el-Islam à Nahr el-Bared, sachant que ce groupe était venu directement de Syrie ».

M. Jarrab, qui a rendu visite au président du comité exécutif des Forces libanaises, Samir Geagea, a souligné que « l'opinion publique, le Conseil des ministres et les services de sécurité devaient être informés du dossier. Si les

informations disponibles s'avèrent exactes, l'armée devra se déployer dans la zone, surtout que les Syriens violent tous les jours la frontière au niveau de Ersal », a-t-il poursuivi.

De son côté, le député de Zahle, Assem Araj, a noté que « le ministre de la Défense n'a pas justifié les propos qu'il a tenus en présentant des dossiers par exemple. Il faut prendre en considération que ce genre d'affirmations effraie les Libanais et provoque la confusion dans le pays », a-t-il dit, ajoutant que « s'il

existe effectivement des membres d'el-Qaëda au Liban, nous appelons les autorités à les arrêter immédiatement ».

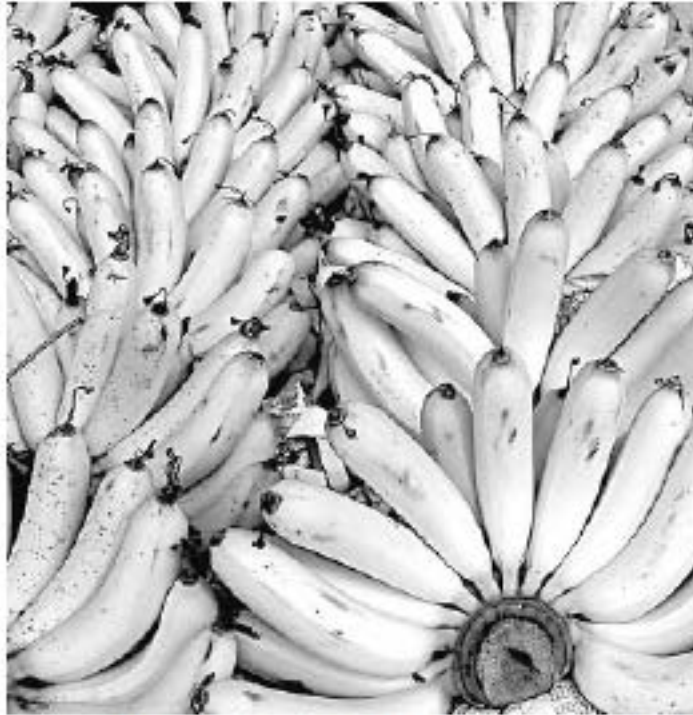
Pour sa part, le député du Akkar, Moulin Merhebi, a souligné qu'il « refuse de considérer les zones sinistrées du pays, de Salda à Tripoli en passant par Ersal, comme des foyers d'insécurité ». « Depuis que le Hezbollah a mis la main sur le pouvoir au Liban, il a commencé à utiliser les institutions de l'État pour mettre en place sa politique. Notre patience est à bout », a-t-il martelé.

Il a aussi voulu « donner un conseil au ministre de la Défense ainsi qu'à ceux qui lui donnent des ordres », les appelant à « ne pas entraîner l'armée dans une affaire confessionnelle ».

Sur un autre plan, le député de Baabda, Hikmat Dib, a fait assumer à des « islamistes intégristes » la responsabilité des attentats qui ont touché la Finul au Liban-Sud. « Le ministre de la Défense dévoilera bientôt l'identité des auteurs de ces actes. La partie responsable de ces opérations est désormais connue », a-t-il dit.

Hoyek : L'agriculture libanaise paie le prix fort de la crise syrienne

Le président de l'Association des agriculteurs libanais, Antoine Hoyek, a déclaré hier que les événements en Syrie étaient en train de nuire fortement au secteur agricole libanais. Le problème, selon lui, se trouve à deux niveaux. « Tout d'abord, la Syrie qui achetait une grande partie des produits agricoles libanais a drastiquement diminué ses importations, à cause des problèmes internes et des sanctions économiques qu'elle subit », a indiqué M. Hoyek. Le deuxième problème, selon lui, est lié au corridor terrestre que représentait la Syrie pour les produits libanais à destination des pays arabes. « Les coûts ont augmenté et la situation sécuritaire n'est guère encourageante. » Et ce sont les exportations de bananes et agrumes qui semblent les plus touchées. Pour comprendre l'étendue de la



« catastrophe », M. Hoyek avance quelques chiffres. En 2000, le Liban exportait

10 000 tonnes de bananes et, en 2010, 105 000 tonnes, dont 90 % en Syrie !

The Daily Star (Liban / Lebanon)

Lebanon needs to be ready for a new Syria, says Feltman

BEIRUT: Top U.S. official Jeffrey Feltman has urged Lebanon to re-evaluate its long-term policies given developments in the region, particularly neighboring Syria.

During an interview with Al-Anabiya television aired Thursday, Feltman, the United States assistant secretary of state for Near Eastern Affairs, said Lebanon should no longer pursue a policy of isolating itself but rather keep up with what he said was an upcoming peaceful transition of rule in Syria.

"I heard from officials in Lebanon, including the prime minister, that the position of Lebanon is basically to insulate Lebanon, to protect Lebanon from the implications of what's happening around Lebanon," said Feltman.

"That's not easy given that he won't remain in power in Syria indefinitely ... he cannot reverse the Syrian people's demand for some basic rights," said Feltman.

The U.S. official also said that Lebanon's rival political parties, regardless of their relationship with President Bashar Assad, recognized the need to think strategically.

"My impression from talking to people inside and outside the Lebanese government is that they understand, whatever they may think about Bashar Assad, whatever they may think about the current regime, they have realized that they need to think strategically for Lebanon's future," said Feltman.

Feltman also said that Lebanese have realized that they need "to live with a far different Syria, different than the one that has caused many problems in Lebanon."

According to Feltman, Lebanese officials should think about the future of the country and how to best position themselves in the face of the developments in the region.

Lebanese political factions are split over the crisis in neighboring Syria: The opposition March 14 coalition staunchly supporting the anti-Assad movement while the governing Hezbollah-led March 8 alliance voice

Damascus' version of events of the unrest -- that "armed gangs" backed by foreigners are seeking to topple Assad's rule.

The United Nations estimates more than 5,000 people, mostly civilians, have been killed as a result of the violent security crackdown on protesters.

Syria said Thursday that some 2,000 members of the army and security forces had been killed since unrest began in mid-March.

During the interview with journalist Gisele Khoury, Feltman spoke about his recent visit to Lebanon and said Lebanese officials had expressed their wishes to remain neutral on the Syria crisis in a bid to isolate the country from developments in the region.

Politicians 'need to think strategically for Lebanon's future'

Feltman, who served as ambassador to Lebanon from 2004 to 2008, met with Prime Minister Najib Mikati, Parliament Speaker Nabih Berri and a range of politicians from the government and the March 14 coalition earlier in the month.

The United States and Western countries have imposed several rounds of sanctions on Syria in response to the crackdown and have called on Assad to step down.

On Monday, Syria said it had signed a protocol to allow an observer mission into the country. An advance team is already in Damascus.

Hours after Damascus signed the protocol, Foreign Minister Walid al-Mouallem said he hoped the regional organization would now lift its punitive sanctions on Syria.

However, Damascus failed to implement an earlier Arab League initiative approved in November that called for an end to the violent crackdown on protesters, the release of political prisoners and the complete withdrawal of the military from the streets. — *The Daily Star*

Daily Star (Liban / Lebanon)

Russian oil company Tatneft halts its operations in sanctions-hit Syria

MOSCOW: Russian oil company Tatneft has halted work in Syria, citing instability in the country, after foreign oil companies including Royal Dutch Shell also stopped operating there due to European Union sanctions.

"We intend to continue operations if the situation stabilizes," a Tatneft spokesman said by telephone, citing public remarks by company head Shafagat Takhautdinov.

The Russian regional oil firm, whose production base is in Tatarstan, has a production-sharing agreement with Syria's state-owned General Petroleum Corporation, which is on an EU blacklist under a sanctions regime aimed at isolating President Bashar Assad.

Their joint venture started production at the South Kishma field in Syria's northwestern Deir al-Zour province in 2010, with daily output of 80 tons of light, sweet crude.

The blacklist is part of a concerted push by Europe, the United States and the Arab League to intensify pressure on Assad in response to continued state-sponsored violence against protesters.

The United Nations says Assad's forces have killed more than 5,000 people, while Syrian authorities claim that 2,000 of its soldiers and members of the security forces have been killed.

As Western countries have stepped up sanctions against Syria over the protests and against Iran over a report that says it had worked on an atomic bomb, questions have surrounded

their Russian partners.

Russian companies have been seen as less vulnerable to these sanctions than European counterparts by virtue of Moscow's diplomatic role as a channel to Tehran and Damascus, as well as by their relative isolation from global financial markets. – *Reuters*

TAKE CONTROL OF YOUR WORK HOURS

Take control of your work hours and sort out your priorities, says Business Harvard Review. "Do you control your work hours or do they control you? More people are staying late at work and suffering because of it." Before you have dinner at your desk (again), do these three things:

Know your priorities. When deciding whether to stay and finish a task or put it aside until the next day, remember what your priorities are. If the task furthers your professional and personal goals, then it may be worth putting in the extra time.

Agree on expectations at home. Discuss your work hours with the people closest to you – your partner, spouse, or friends – to be sure your expectations are aligned.

Talk about it at work. Make it clear you are willing to stay late if there is a legitimate reason like a client deadline. But emphasize this should be the exception, not the rule.

Today's tip was adapted from "Should You Stay Late or Go Home?" by Ron Ashkenas.

Daily Star (Liban / Lebanon)

Hezbollah says U.S. behind Syria blasts, Hariri blames regime

By Hussein Dakroub

The Daily Star

BEIRUT: In diametrically conflicting attitudes reflecting the political schism between Lebanon's rival factions, Hezbollah and former Prime Minister Saad Hariri differed sharply Friday over who was responsible for the twin suicide car bombings that targeted security service buildings in the Syrian capital Damascus, killing at least 44 people.

While Hezbollah accused the United States of responsibility for the bombings, calling it the "mother of terrorism," Hariri said the blasts were the work of the regime of Syria's embattled President Bashar Assad.

Syrian officials say at least 44 people were killed and more than 100 wounded in Friday's bombings in Damascus, which they have blamed on Al-Qaeda. The attacks were the first of their kind against the powerful security services in the heart of the capital since unprecedented protests against Assad's regime erupted in mid-March.

The blasts came a day after an advance team of Arab League observers arrived in Damascus to monitor Syria's promise to end its violent crackdown on protesters.

Hezbollah: U.S. behind Syria blasts

FROM PAGE 1

"These bombings which resulted in the death and injury of dozens of people, mostly women and children, are the specialty of the United States, the mother of terrorism," Hezbollah said in a statement. It accused the U.S. of "specializing in targeting, killing and terrorizing the innocent in order to push them into bowing to the U.S. policy that is seeking to achieve the Zionist interest which the Americans put above any other consideration."

Hezbollah, which is a major ally of Assad, said the timing of the bombings clearly signaled they were an act of revenge for the U.S. "defeat" in Iraq following the withdrawal of its troops from the war-torn country.

"This horrific terrorist crime committed by the enemies of humanity in the city of Damascus came one day after the coordinated bombings that targeted Baghdad and other Iraqi cities," the statement said. "This signals that the parties that stand to lose from the big defeat inflicted on the United States, which led to the humiliating withdrawal of its troops from Iraq, have begun a cowardly, bloody act of revenge by targeting all forces and states that helped the heroic Iraqi resistance in its Jihad [holy war] to evict the U.S. occupation."

A cold war has been heating up for months between Washington and Hezbollah, with the militant group denouncing the planting of CIA "spies" in its ranks and the U.S. accusing the group of illegal financial and drug dealings in recent weeks.

Commenting on Hezbollah's accusation that the U.S. was behind the Damascus bombings, Hariri, speaking to his supporters on the popular social networking website Twitter, said: "We are at a loss. Is it the specialty of Al-Qaeda or the specialty of America? Something that is really puzzling. I think that the bombings were the work of the Syrian regime."

Asked whether the attacks in Damascus were designed to target Arab observers sent by the Arab League to monitor a League plan to end a nine-month brutal crackdown on protesters, Hariri said: "This is one of the biggest possibilities."

Asked whether Assad, who is facing the most serious threat to his 11-year rule from the popular uprising, was stronger than NATO states, Hariri said: "A weak is the one who kills. This is his end." Hariri and his March 14 allies have come out staunchly in support of Syrian protesters demanding Assad's ouster.

Meanwhile, President Michel Sleiman telephoned Assad to condemn the bombings, saying they were aimed at scuttling Arab efforts to end the crisis in Syria. "The attack, which coincided with the arrival of the advance observer team in Syria, is aimed at disrupting the Arab solution that was agreed upon between Syria and the Arab League," Sleiman said, according to a statement released by his office.

Speaker Nabih Berri sent a cable to Assad condemning the "terrorist bombings" in Damascus and extending his condolences for the victims who fell, the state-run National News Agency said.

Former Prime Minister Fouad Siniora, head of Hariri's parliamentary Future bloc, strongly condemned both the Damascus bombings and the Syrian authorities' continued crackdown on protesters.

"The innocent lives that were killed and the blood that was shed are Arab lives and the blood shed is Arab blood. Hence, we strongly condemn these bombings," Siniora said, adding: "We also at the same time condemn the continued fall of scores of martyrs throughout Syria, particularly what happened today and yesterday as a result of a blind crackdown used by Syrian authorities against innocent civilians who are peacefully demanding freedom and dignity."

"This bloody path used in dealing with matters can only harm Syria and all the Arabs," he added, and urged Syrian authorities to comply with the Arab initiative and ensure freedom for the Arab observers to do their job.

Saudi Gazette (Arabie saoudite / Saudi Arabia)



Arab League Secretary General Nabil Al-Arabi meets with veteran Sudanese military intelligence officer General Mohammed Ahmed Mustafa Al-Dabi, head of the Arab League observer mission in Syria, in Cairo, Saturday. — AFP

UN asks Syria to ‘swiftly’ implement Arab plan

DAMASCUS — The UN Security Council condemning the attacks has expressed “grave concern” over the developments in Syria and urged the government to “fully and speedily” implement the Arab League plan.

Arab League monitors are to meet Syria’s top diplomat Saturday, a day after suicide bombers killed 44 people in attacks Damascus blamed on Al-Qaeda but the opposition said were the regime’s work.

The bombings, the first against the powerful security services in the heart of the capital since an uprising against President Bashar al-Assad began in March, came a day after the arrival of an advance group of monitors.

Syria’s deputy foreign minister was accompanied to one of

the bombing sites by Arab League Assistant Secretary General Samir Seif al-Yazal, head of the advance team which arrived Thursday.

“What has happened is regrettable but the important thing is that everyone stay calm,” Yazal told reporters. “We are going to press on with our work. We have started today, and tomorrow (Saturday) we will meet Walid Muallem.”

Yazal’s nine-member team is making logistical arrangements for the arrival of the first observers, who will eventually number between 150 and 200.

In Cairo, the Arab League’s Ahmed Ben Helli said the mission will head to Syria on Monday, grouping more than 50 experts in politics, human rights, military issues and crisis management, the

official MENA news agency reported.

The mission is part of an Arab plan endorsed by Syria on November 2 that also calls for the withdrawal of the military from towns and residential districts, a halt to violence against civilians and the release of detainees.

Syria says more than 2,000 security force personnel have been killed in attacks by armed rebels since March. But opposition leaders have charged that Syria’s agreement to the mission after weeks of prevarication was a mere “ploy” to head off a threat by the Arab League to go to the UN Security Council over the nine-month crack-down which the world body says has killed more than 5,000 people. — AFP

Gulf News (EAU / UAE)

Damascus attacks a ruse, opposition says

Regime's attempt to implicate Al Qaida seen as attempt to throw Arab League observer mission off track

By DURRAH AL BAIE
Gulf News

Dubai Several Syrian opposition leaders whom Gulf News contacted following deadly suicide bombings in Damascus that killed over 40 civilians yesterday chose to strongly disagree with the government's explanation for the attacks.

Syrian TV was quick to point the blame at Al Qaida 'terrorists' but the opposition is convinced it is all part of the regime's dirty game to intimidate an Arab League observer mission tasked with investigating claims of government killings and brutality.

The violence has escalated sharply since last week, with some accusing the regime of carrying out a massacre that claimed over 200 lives in two days.

The government on the one hand has said it welcomes the mission but on the other hand seems to have stepped up its crackdown.

The latest bombings constitute "planned chaos by the regime to intimidate the Arab delegation in Damascus and confine them to their hotel rooms", according to leading Syrian opposition thinker Michel Kilo.

The 11-member Arab League team arrived in Syria on Wednesday to discuss the logistics of a 150-member team that will start a one-month operation to supervise the compliance of the Syrian government with the League's initiative to end ten months of bloodshed in the country.

The regime began complaining of Al Qaida infiltration from Lebanon on Thursday.



Tricky mission

Arab League Assistant Secretary General Samir Saif Al Yazal (centre) inspects the site of a suicide attack that targeted the Syrian General Intelligence headquarters, in Damascus, yesterday. Suicide bombers hit two security service bases, casting a pall over the first day of work of an Arab League observer mission.

"This was the second indication that the regime was preparing for a different type of operation to fake evidence about the level of terrorism that would prevail in the region if Al Assad's rule was weakened or disappeared," Bassam Jaara, spokesperson of the Syrian opposition in Europe, told Gulf News.

State broadcast

"The timing of the attack in the residential area of Kafar Sousse in the morning hours of Friday set the stage for the regime to quickly blame Al Qaida and the ten-month uprising for democracy," Jaara said.

The official Syrian TV

broadcast footage of dead bodies and destruction following the explosions. A message scrolling across the screen said the attack was the price of the freedom the opposition was pushing for.

Faris Almazrahi, member of the National Human Rights Society in Syria, said the regime's introductory message was meant to bury the Arab League's initiative.

"The civilians living in the area of the operation were the targets of the attacks. The regime is trying to deviate the mission of the League from documenting their crimes, and looking instead to Al Qaida," Almazrahi told Gulf News.

IMPACT

Riyadh considering closure of embassy

Saudi Arabia may be forced to shut its embassy in Damascus due to the ruling regime's unrelenting and violent repression of protesters, Al Watan daily reported yesterday.

"After reducing its diplomatic staff to a bare minimum, the kingdom is leaning towards closing its embassy in Syria because of the continued violence practised by the regime against its citizens," the report said, citing an "informed source".

Riyadh is "anxious to protect its citizens and diplomatic mission against any risk because Syria has become a danger zone where dozens are killed every day," the report continued.

Saudi Arabia broke with its tradition of diplomatic discretion to publicly condemn the violence practised by its former ally. On August 8, it recalled its ambassador to Damascus, and last month urged its citizens to leave the country where ruling regime's repression has claimed more than 5,000 civilian lives.

— AFP

Gulf News (EAU / UAE)

Homs fears major assault

MASS FUNERAL FOR SUICIDE BLAST VICTIMS AS SYRIANS SCRAP CHRISTMAS CELEBRATIONS

Gulf News Report

Dubai Fears of a massive assault on key activist areas in central Syria grew as a mass funeral for the 44 victims of twin car bomb blasts in Damascus turned into a strong display of support for President Bashar Al Assad yesterday.

The government blamed the bloodshed on Al Qaeda, bolstering its claim that terrorists, rather than reform-seekers, were behind the revolt.

The opposition dismissed

the government's claim and said the regime itself could have been behind the attacks, which could be a diversionary tactic. It said the regime was taking advantage of the distraction caused by the bombings to move in military reinforcements and prepare for a massive assault on Homs.

Shelling in Homs yesterday killed at least three people in the Baba Amr district and set several homes and shops ablaze, activists said.

"We believe this is in

preparation for a large-scale attack," said Bassam Ishak, secretary-general of the Syrian National Council opposition group.

Syria's Muslim Brotherhood denied an internet claim of responsibility that it was behind the twin blasts, saying the claim was posted on a fake website created by the regime.

The United Nations expressed grave concern over the first suicide bombings since the unrest began in mid-March.

It came a day after the at-

arrival of an advance team of Arab League observers investigating the crackdown on the revolt. Sudanese General Mohammad Ahmad Mustafa Al Dahi, who is leading the Arab League monitoring team, was to travel to Syria yesterday.

With thousands killed in the popular revolt, Syrian Christians have decided to cancel Christmas celebrations and only observe mass prayers, Greek Catholic Archbishop Elias Al Dahi said.

See also Page 17

YEMEN

SALEH PLANS US TRIP

Security forces and backers of Yemen's President Ali Abdullah Saleh killed nine and injured dozens when they opened fire on more than 100,000 protesters marching into the capital Sana'a from Taiz yesterday.

A violent aged Saleh said he would soon visit the US. "Not for treatment, because I am well, but in order to create favourable conditions... for the presidential election," set for February 21.

— AP & AFP

See also Page 12



Gulf News (EAU / UAE)

Outpouring of satirical works by anonymous artists

'When you mock the butcherer and the killer, it means that you have overcome all fears,' award-winning Syrian cartoonist Ferzat says

Dubai (AFP) The violent repression of dissent in Syria has sparked an explosion of satire produced by anonymous artists who are flooding the internet with film, music and art that mock the Damascus regime.

"The revolt has broken the barriers of silence and fear," said Syrian playwright Walid Khamati, who is based in Dubai.

He said the outpouring of satirical works is the result of "more than 40 years of repression, pressure", by a regime that has consistently showed unwavering "contempt to (artists) and their talents."

Pro-democracy activists have created a Facebook page named, "Free Syria's First Film Festival", where users can vote for their favourite film on the uprising that began more than nine months ago and has left more than 5,000 people dead, according to the United Nations.

Sesame Street characters

The General's foot by Syrian director Akram Agha, is an animation portraying a crackdown by security forces, where a children's toy ball gradually grows and gains force, wiping away soldiers as it rolls through the streets. Puppet shows also lampoon Syria's security forces and President Bashar Al As-



Brutal response

Award-winning cartoonist Ali Ferzat resting in bed at his residence in Damascus after being beaten up by pro-regime militiamen at the Syrian capital's Unemployment Square while he was returning home. Ferzat, who was beaten up because of his critical cartoons, left for Kuwait following the attack.



Away from home

Ferzat at his desk at newspaper Al Watan's office in Kuwait City. Pro-democracy music, paintings, movies, posters and cartoons born from the womb of violence have kept the Syrian revolt alive.

ad, who stars as "Bishou" in a series named, Tipi Goon: Diaries of a Little Dancer.

The show depicts "Bishou's nightmares", where the defiant strongman is kept awake by fears that he may lose power.

A video posted on YouTube invokes two iconic characters from the US children's programme Sesame Street, where Bert and Ernie assume the characters of Al Assad and his

brother Maher. In one scene, Bert, representing Al Assad, shows Ernie an empty sheet of paper and asks him: "What happened here?"

Ernie sees nothing and Bert tells him: "Shabiba (youngsters) are killing the people of Daraa," the cradle of the protest movement.

"Where are the people of Daraa?" asks Ernie. They are in "mass graves," by regime loyalists.

DEFIANT VIDEOS HOMS TRUTH

Residents of Homs, where regime forces have killed scores of protesters, have also contributed their share of jokes amid the unending bloodshed. According to Al Assad's claim that the uprising in Homs is being led by "armed gangs", a series of videos have been posted showing men brandishing machetes and submachine guns, while waving ammunition belts of rifles. "Homs International Task Force and Lubrication Centre" is a virtual group that offers services to "the large numbers of tanks across Syria..." and calls on the regime not to withdraw them so as to keep the business running.

— AFP

Khaleej Times (EAU / UAE)

Satire flourishes in Syria as violence intensifies

Overcoming fears, artists start lampooning Syrian ruling elite

DUBAI — The violent repression of dissent in Syria has sparked an explosion of satire produced by anonymous artists who are flooding the Internet with film, music and art that mock the government.

"The revolt has broken the barriers of silence and fear," said Syrian playwright Walid Kowatly, who is based in Dubai.

He said the outpouring of satirical works is the result of "more than 40 years of repression, pressure", by a government that has consistently showed unwavering "contempt to (artists) and their talents".

Anti-government activists have created a Facebook page named, "Free Syria's First Film Festival", where users can vote for their favourite film made about the uprising that began more than nine months ago and has left more than 5,000 people dead, according to the United Nations.

The General's Boot by Syrian director Akram Agha, is an animation portraying a crackdown by security forces, where a children's toy ball, gradually grows and gains force, wiping away soldiers as it rolls through the streets.

Puppet shows also lampoon Syria's security forces and President Bashar Al Assad, who stars as *Bishou* in a series named, *Top Goon: Diaries of a Little Dictator*.

The show depicts "Bishou's nightmares", where the defiant strongman is kept awake by fears that he may lose power.

A video posted on YouTube invokes two iconic characters from the US children's programme *Sesame Street*, where Bert and Ernie assume the characters of Assad and his brother Maher.

In one scene, Bert, representing Assad, shows Ernie an empty sheet of paper and asks him: "What happened here?" Ernie sees nothing and Bert tells him: "Shabiha (pro-government militias) are killing the



Wounded Syrian cartoonist Ali Ferzat resting in bed at his residence in Damascus after being beaten up by pro-government militias in Damascus. — AFP

people of Daraa," the cradle of the protest movement. "Where are the people of Daraa?" asks Ernie. They are in "mass graves", Bert replies.

"This is satirical resistance," said Ali Ferzat, awarded with the European parliament's Sakharov Prize for freedom of thought for a series of cartoons criticising the Assad government.

"When you mock the butcher and the killer, it means that you have overcome all fears," said Ferzat, who moved to Kuwait after he was beaten last summer by government loyalists.

Residents of the flashpoint central city Homs, where government forces have killed scores of pro-

testers, have also contributed their share of jokes amid the unrelenting bloodshed.

Responding to Assad's claim that the uprising in Homs is being led by "armed gangs", a series of videos have been posted on YouTube showing men brandishing courgettes and aubergines, while wearing ammunition belts of okra.

"Homs International Tank Wash and Lubrication Centre" is a virtual garage that says it offers services to "the large numbers of tanks across Syria, especially in Homs" and calls on the government not to withdraw them so as to keep the business running.

"The spontaneity of the revolt

has created the spontaneity of art which is a different and important means of expressing revolt," says Kowatly.

For Ferzat, art and popular uprisings are inseparable. "When there's a real revolt, everything else moves parallel to it," including art and culture, says Ferzat. "It's an integrated process."

Every Friday activists on Facebook can vote for the name of the week. "Administrators of the main revolt pages propose a list of names for the Friday based on the week's events. The name is finally chosen by online voting," says Azher Al Asfer, a founder of a group that supervises these pages. — AFP

Today's Zaman (Turquie / Turkey)

SYRIANS: WE WON'T GIVE UP, WOULD APPRECIATE TURKEY'S INTERVENTION

MEHMET SOLMAZ, İSTANBUL

➤ Syrian revolutionaries who fled to Turkey to escape Syrian intelligence agents told Sunday's Zaman that the killings by the Bashar al-Assad regime would not make them give up the freedom fight and said any armed intervention by Turkey would be appreciated by the troubled people of Syria.

A Syrian revolutionary who fled to Turkey in mid-December, who goes by the codename Hamzeh for security reasons, said the daily killings of innocent protesters is only increasing the number of protesters who want a true

democratic country. Hamzeh said many people in Syria are against foreign intervention, but Turkey is an exception. "We don't want a Western country to step into our country. We would appreciate their help if they were to take action on an international level, such as implementing a no-fly zone. However, I can say that people would appreciate Turkey entering Syria to remove the Assad regime. Turkey is an exception due to our shared history, and we know that Turkey would only intervene to bring peace to our country, not to gain control over it like other countries," he added. **CONTINUED ON PAGE 04**

SYRIANS: WE WON'T GIVE UP, WOULD APPRECIATE TURKEY'S INTERVENTION

Syrians, who have been peacefully protesting Assad's totalitarian regime for almost a year, have called on Turkey to intervene in Syria as they see no other option left. Revolutionaries who fled to Turkey say Syrian youth can easily bring the regime down if int'l powers implement a no-fly zone over the country



A demonstrator holds up Turkey's flag during a protest against Syrian President Assad after Friday prayers in Homs on Dec. 16. Protestors called on Turkey to take military action against Syria.

CONTINUED FROM PAGE 1

Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu announced a series of sanctions against the Assad regime due to its military crackdown on an eight-month uprising. The foreign minister said the measures target the Syrian administration and will not harm the Syrian people. However, this move has affected the people as the Syrian government closed the border, preventing Syrians from traveling to Turkey or bringing Turkish products into the country.

"Prices have risen incredibly high in the country. For instance, the price of a kilogram of sugar costs five times more now. Additionally, you cannot exchange money now as no foreign currencies are available," Hamzeh said. He added that public workers are still being paid, and they can only withdraw a certain amount of money from ATMs as banks are not open. Hamzeh said the regime did this deliberately so that people cannot take their money and leave the country.

According to the Syrian revolutionary, anti-regime protests are taking place at every single city in the country. In the evenings, almost all Syrian cities are seeing huge spontaneous protests, where thousands gather without a specific call to action. However, this is not the case with the protests held during the day. "People only come out during the day [for a protest] when it's an organized one, and people gather because they have received a message from a fellow protester. The protest time is normally announced shortly before a call to prayer [Adhan], and the protest is held after the prayer," he added.

Hamzeh says police do not hesitate to shoot protesters outside of the capital, Damascus, but when police intervene in a protest in Damascus, police first use tear gas and shoot in the air to get protesters to leave the scene. When people refuse, security forces then shoot randomly.

Hamzeh was able to connect with three of his classmates from Damascus University through the Internet. His friends agreed to talk Sunday's Zaman but asked that their names not be used for their safety.

When asked about pro-Assad rallies held in Damascus, Hamzeh and his classmates said there is hardly any support for the regime. One of the students said, "Those people are either security-force members, agents in plain clothing or people who benefit from the current regime, like business owners who have links with the corrupted regime."

Another student added that during anti-regime protests, many people are arrested only for participating in the demonstrations, and they are detained for long periods of time without being interrogated.

The three students said that Syrian youth have gotten used to the tough situation and are not considering leaving the country or giving up the protests. One of them added, "We'll either be successful, or we will die for the freedom of our country. The killings committed by this regime will not make us give up."

Hamzeh mentioned that since Dec. 12, people in most of the country have boycotted the universities and schools. Parents are not sending their children to school, university students are not attending classes, and teachers are no longer going to work. However, this was not the case in Damascus until this week as some university undergraduates had still been attending lectures.

Currently Syrians are experiencing difficulties when traveling from one place to another, even short distances. "There are security checkpoints on all highways and people face random checks, too," Hamzeh said.

A Syrian man who spent eight years in prison for opposing the Assad regime, escaped from the country because Syrian officials were looking for him, and he arrived in Turkey on Tuesday with his wife. He refused

to reveal his identity to Sunday's Zaman for security reasons and preferred to use the codename Khaled.

Speaking about a possible foreign intervention, Khaled told Sunday's Zaman that if the Syrian people call on any particular power to intervene and end the Assad regime, Assad would use this as a propaganda tool and say on state TV that the protesters have been marching for months so that the country will be invaded.

Khaled said that the Syrian youth will end the regime with little help. "This revolution will take place in the hands of the Syrian youth. If international powers set a no-fly zone, the revolution will happen very soon. However, if things carry on the way they are now, many people will die, but Syrians will achieve their humanitarian demand, to have a democratic state," he said.

Khaled said Syrians are expecting more action from Turkey and from Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, such as bringing the Syria issue to the UN or aiding the anti-regime soldiers, who left the state army and organized their own anti-government units. Khaled said that the Syrian regime would easily collapse if Turkey were to give 5,000 missiles to these units.

Moreover, Syrian revolutionary Hassan Omar, who fled to Turkey in June, was reportedly killed by Syrian intelligence agents when he fled to Lebanon in the last month. Omar was among the young generation playing a vital role in the Syrian revolutionary movement.

Omar told Sunday's Zaman in June that he actively participated in the ongoing uprising, and he was a wanted person in Syria. "My position is no different from that of my friends. Before I left Syria, I was actively participating in and organizing demonstrations in different parts of Syria. I was forced to escape from my country; had I not left, I would not be alive right now. I was a wanted person so I fled to Turkey illegally through the mountains," he said.

Tehran Times (Iran)

Mourning Syrians rally for Assad

BEIRUT (Reuters) — Funerals for the 44 victims of twin car bombs in Damascus turned into a strong display of support on Saturday for President Bashar al-Assad, hailed by crowds of mourners who denounced the United States and its Arab allies for interfering in Syria.

Thousands of people in the Syrian capital took part in funerals for the 44 people killed in twin suicide bombings that struck Damascus.

Mourners carried coffins draped in Syrian flags into the eighth-century Omayyad Mosque in downtown Damascus on Saturday.

The United Nations expressed grave concern over the bombings, which marked an ominous escalation in the violence that has rocked the Arab nation for the past nine months, claiming at least 5,000 lives.

Syria said Al-Qaeda terrorists were behind the attacks. There has been no claim of responsibility.

In Cairo, Sudanese General Mohamed Ahmed Mustafa al-Dabi said he would go to Damascus on Saturday to assume his role as head of an Arab League monitoring mission which is intended to fan out over the country and verify an armistice.

The first batch of about 50 monitors is expected to travel to Syria on Monday. Assad opponents say the mission will only be used as a foil to gain time while government security forces advance their drive to smother the revolt.

"I am optimistic that the mission of the monitors will be successful and that events such as yesterday's blasts in Damascus will not affect the mis-



Mourners wave Syrian flag and a photo of President Bashar Assad as they chant slogans at a mass funeral Saturday, Dec. 24, 2011. (AP photo)

Al-Qaeda are Sunni militants. Assad and Syria's power elite belong to the Alawite branch of Shia Islam while the majority of Syrians, including protesters and insurgents, are Sunnis.

The UN Security Council condemned the attacks.

"Terrorism in all its forms and manifestations constitutes one of the most serious threats to international peace and security, and ... any acts of terrorism are criminal and unjustifiable," it said in a statement.

"God, Syria and Bashar only." The coffins, draped in Syrian flags, were lined up inside the city's historic 8th century Umayyad Mosque, one of Islam's holiest sites. Many were marked "unknown." Syria's state TV carried a live broadcast.

Sunni Muslim cleric Mufti Ahmad Hassoun said he hoped the bloody bombings would remove the "the veil on the eyes of the Arab League — so that they see who is the murderer and who is the victim."

"Our blood for Bashar" Thousands of Syrians chanted "Death to America" during the funeral processions in Damascus, cheering Assad, calling for revenge and denouncing Qatari Foreign Minister Sheikh Hamad bin Jassim al-Thani who has become one of Assad's main Arab critics.

The crowd, carrying posters of Assad and Syrian flags, chanted "We want your head, Hamad" and "We sacrifice our souls and blood for you Bashar" and